

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

LES GRÈVES DU BORINAGE

Le C. E. C. A. à l'épreuve

par Jean DE BOË

Les troubles de 1886

par Maurice DOMMANGET

Un historique de la grève des mineurs

par N. DETHIER

De nouveau, César

par Raymond GUILLORÉ

Vieilles civilisations et forces neuves

par Roger HAGNAUER

Austérité et répression en Argentine

par Jacobo PRINCE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois 1.000 fr.
Un an 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 438 - Avril 1959

La récente grève du Borinage

La C.E.C.A. à l'épreuve J. DE BOE
Les troubles de 1886 M. DOMMANGET
Un historique de la grève N. DETHIER
Un Vichinsky en jupon.

Chronique de l'Union des syndicalistes

De nouveau, César. — Fives-Lilles, Métallos,
R.A.T.P. et vacances scolaires. — La crise
de F.O. R. GUILLORE

Parmi nos lettres

Une défense des ordonnances (J. Fontaine).
— Contre le neutralisme (Gaston Léval).
— Contrôle ouvrier et participation (Mi-
guel Miranda).

Notes d'économie et de politique

Choc en retour ! — Préparation à la satel-
lisation. — Quid des richesses du Sahara ? R. LOUZON
Canard au caviar R. H.
Vieilles civilisations et forces neuves R. HAGNAUER
Réflexions sur le « Journal d'un ouvrier » G. LAMIZET
En Finlande : un exemple de coexistence
pacifique E. ARVIDSSON
En Argentine : austérité et répression J. PRINCE
Les frigorifiques uruguayens occupés par les
ouvriers.

A travers les livres

« Jeunesse du socialisme libertaire » R. L.
« La semaine sainte » M. LIME

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » paraîtra alors que se tient le sixième congrès de la C.G.T.-F.O. Autrefois, des assises syndicales d'une telle importance auraient encombré les colonnes de plusieurs de nos numéros avant et après le congrès. Nous n'en avons rien dit jusqu'à ce numéro. Et nous n'en parlons guère dans ce numéro.

Carence ? Sans nul doute. Ce n'est pas que nous ne comptions de nombreux membres et militants de F.O. parmi nos abonnés et rédacteurs. Mais il semble que les plus hardis parmi les responsables d'unions et de fédérations hésitent à traiter publiquement de la vie de leur centrale.

On ne peut reprocher à la direction de F.O. d'avoir voulu imposer ses conceptions à ses mandants. Il est vrai que deux secrétaires confédéraux ont pris des initiatives qui leur ont valu quelques déboires. Il est heureux qu'ils soient désavoués. Mais le plus grave, c'est qu'ils ont pu « s'avouer » facilement, favorisés par la passivité de leurs collègues.

Notre silence sur F.O. est assez humiliant pour notre revue. Mais le silence presque général de l'opinion publique sur F.O. est beaucoup plus humiliant pour la centrale syndicale. Si seul le prestige des dirigeants de celle-ci était en cause, nous nous en consolierions aisément. Malheureusement, c'est le syndicalisme, c'est toute la classe ouvrière

qui semblent condamnés à la médiocrité intellectuelle.

**

La vie de la « R.P. » n'est pas menacée. Nous pouvons continuer sans trop d'aléas. Nous sommes même convaincus que notre public nous reste fidèle.

Faut-il répéter que cela ne peut nous suffire ? Malgré quelques réveils et quelques promesses, nos appels n'ont pas provoqué le choc que nous espérons.

On se résigne à une « R.P. » à peu près stabilisée, comme à une C.G.T.-F.O. installée dans la médiocrité, comme à un syndicalisme qui se défend encore mais ne progresse plus, comme à une classe ouvrière engourdie par le paternalisme d'Etat, dont les éléments les plus libres n'espèrent plus que des solutions politiques, dont les éléments les plus mobiles courent de la confiance en de Gaulle à la hargne sous Thorez.

Nous le disons ici comme nous le pensons. La « R.P. » est le seul organe qui puisse se réclamer du syndicalisme exclusivement. Et l'Union des Syndicalistes peut servir le syndicalisme avec un désintéressement total.

Que l'une et l'autre progressent... et tout ne sera pas sauvé. Mais ce sera la preuve qu'il existe une pensée ouvrière, une volonté ouvrière, un potentiel syndicaliste. C'est d'abord une question de moyens financiers.

C'est aussi une question de sympathies agissantes et de concours bénévoles.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes 232, rue de Charenton, Paris.

LA RÉCENTE GRÈVE DU BORINAGE

La C. E. C. A. à l'épreuve

Depuis quelques mois, la Belgique connaît une recrudescence de l'insécurité économique et sociale qui semble être son destin. Fin d'année 1958, il y eut la grève de l'électricité et du gaz qui immobilisa toute l'activité industrielle du pays, il y eut une poussée dangereuse du chômage, avec 355.000 chômeurs contrôlés en janvier 1959, puis vint la grève des frontaliers et, à la mi-février, il y eut le soulèvement du Borinage. Tout cela à quelques mois de distance de l'Exposition Universelle qui se voulait être la manifestation symbolique d'un « monde plus humain », et au seuil d'une Europe nouvelle qui venait tout juste d'entr'ouvrir ses frontières économiques élargies.

Le charbon représente pour la Belgique, qui ne possède guère d'autres sources d'énergie, une importance vitale. Elle est la base de toutes les activités industrielles. D'autre part, les conditions de travail des « gueules noires » sont dramatiques et propres à éprouver la sensibilité de l'opinion publique, sans compter la fréquence redoutable des catastrophes qui entourent les mines d'une prévention qui ne manque pas de pertinence.

Le gros public ignorait pourtant un autre aspect de l'industrie charbonnière et il fut assez surpris d'apprendre, vers la mi-février, la soudaine explosion du Borinage. Elle devait, au bout de huit jours, entraîner dans la lutte 200.000 travailleurs de diverses industries.

De quoi s'agit-il ?

La Belgique est un pays essentiellement industriel, à forte densité de population. Le charbon constitue un facteur dominant pour ses besoins énergétiques, même lorsqu'il s'agit d'alimenter les centrales électriques. Très tôt, les capitalistes devaient s'assurer le contrôle des charbonnages, non seulement pour en tirer des bénéfices directs, mais pour harmoniser leur exploitation avec celle d'autres industries. C'est ainsi que les bassins houillers ont favorisé les implantations industrielles, jusqu'à diviser le pays en deux zones économiques bien distinctes : l'une, au sud et à l'est, industrielle ; l'autre, au nord et à l'ouest, agricole et commerciale. Cette division se complète sur le plan linguistique, politique et religieux.

Les réserves des couches carbonifères sont estimées à 2 milliards 820 millions de tonnes, réparties inégalement entre le bassin de la Campine limbourgeoise (1.700 millions), le bassin de Liège (222 millions) et le bassin du Hainaut (900 millions). A la cadence actuelle de l'extraction (27 millions de tonnes en 1958), les gisements belges seront épuisés avant un siècle. Estimation purement théorique, d'ailleurs, puisque déjà, il faut procéder à la fermeture des puits dits pauvres, dont les réserves sont pourtant encore importantes, mais dont l'exploitation est devenue peu rentable.

Si l'on consulte le portefeuille de quelques grandes sociétés financières, on s'aperçoit aussitôt qu'il s'agit de véritables holdings. Ces holdings contrôlent les mines pour 76 % de leur valeur et plus de 50 % de leur production. Et ils marquent une tendance très prononcée vers

des concentrations plus denses. En 1951, il y avait 148 sièges ; en 1958, il n'y en a plus que 101, dont 7 seulement pour la Campine qui représente les plus forts gisements et produit plus du tiers de l'extraction globale du pays. Et c'est dans ce bassin que le contrôle des grandes sociétés financières est le plus sévère. Parmi les puissances d'argent qui commandent, citons : la Société Générale de Belgique, Brufina, Cofinibus, Evence-Copée, Solvay-Boël, Empain, etc., dont nous retrouvons les hommes de paille tout à la fois dans les conseils d'administration des mines, des sociétés métallurgiques, les cokeries, les sociétés d'électricité, toutes dévoreuses de charbon. On prétend que cela explique, au moins en partie, l'indifférence à l'égard de la modernisation des mines et la faiblesse des investissements. En effet, depuis 1945, il a été investi 21 milliards, tandis qu'il a été distribué 7 milliards 240 millions de francs belges en dividendes et 2 milliards 300 millions en tantièmes. En 1957, pour un capital global de 8 milliards 820.218.000 fr. b., il a été distribué 823 millions 785.000 fr. b. en dividende et 350 millions en tantièmes. Pendant ce temps, il n'était consacré que 0,51 fr. b. par les sociétés et 0,37 fr. b. par l'Etat à la recherche scientifique dans les mines, alors qu'en France cette dépense se monte à 2,80 fr. b. et, en Grande-Bretagne, à 2,30 fr. b. la tonne.

Production insuffisante, salaires trop élevés

Bien que la productivité moyenne ait augmenté au cours de ces vingt dernières années, la production journalière, par homme de fond, est sensiblement inférieure à celle en Allemagne et en Hollande. Elle est de 1.083 kg en Wallonie et 1.384 kg en Campine, contre 1.746 kg en Allemagne et 1.652 kg en Hollande. Par contre, les salaires belges sont nettement supérieurs : ils sont en moyenne de 294,70 fr. b. et plus élevés dans le bassin wallon que dans le flamand. Le salaire à la veine est de 393,70 fr. b. et de 322,88 fr. b. au fond. Dans un rapport de la Fédéchar à la Haute Autorité, le coût du salaire direct et indirect par tonne de charbon est mentionné pour 565 fr. b. en 1957.

Insuffisance d'extraction, salaires élevés, lourdes charges financières, cela fait du charbon cher. Aussi, l'Etat a dû consentir des subsides somptuaires à l'industrie charbonnière pour contenir les prix, qui figurent à l'indice des prix de détail à la cote 130 contre l'indice général moyen 108,73 (base 1953 = 100). D'après les informations du ministre R. Eyskens, le montant de ces subsides depuis 1945, est de 40 milliards de francs belges. Il faut y ajouter une intervention de la C.E.C.A. pour un montant de 2 milliards 300 millions de fr. b. Les mauvaises langues prétendent que ces 42 milliards ont surtout servi à assurer des dividendes et des tantièmes aux banques et aux administrateurs.

Autrefois, l'industrie charbonnière trouvait un abri derrière des barrières douanières et n'éprouvait nul besoin de procéder à de coûteuses transformations. Le développement économique devait

pourtant réveiller les appétits et, dès 1950, les investissements prennent une certaine ampleur, surtout dans les mines nouvelles de la Campine, encouragés par une économie ascendante et les plantureux subsides de l'Etat. Mais il n'est pas démontré que ces moyens financiers aient beaucoup aidé aux améliorations techniques des mines marginales.

Dans le jeu de la C.E.C.A.

La constitution de la Communauté Européenne Charbon-Acier devait entraîner une révision complète de la politique charbonnière de la Belgique. Dès 1954, le gouvernement belge fut avisé par la Haute Autorité d'avoir à lui soumettre un plan d'assainissement, les coûts de production dépassant les normes retenues par la C.E.C.A. Le préavis devait expirer en 1958. A cette échéance, il fallait avoir procédé aux mesures indispensables, dont la fermeture des mines marginales. Mais les mesures de compression des prix de revient et les fermetures de puits étaient trop impopulaires pour que le gouvernement libéral-socialiste de l'époque en prenne la responsabilité. Et l'on poursuivait la politique de subvention jusqu'au jour, coïncidant précisément avec un changement de la majorité politique du pays, où la C.E.C.A. exigea des explications.

A cette mise en demeure vint s'ajouter la terrible catastrophe de Marcinelle. L'opinion publique, le Parlement, la Haute Autorité exigèrent des enquêtes et l'élaboration d'un programme de refonte complète de la politique charbonnière. Et l'on institua un Conseil National des Charbonnages (« Moniteur Belge » du 14-2-1958), dont voici la composition : 5 représentants patronaux ; 5 représentants syndicaux (3 F.G.T.B. et 2 C.S.C.) ; le directeur de l'administration des Mines ; un délégué des Finances ; un délégué du Travail ; 2 délégués de l'administration des Mines ; un délégué de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ; un délégué de la Caisse d'épargne ; 3 experts indépendants. La place nous manque pour préciser les attaches directes ou indirectes de la plupart des délégués avec les sociétés financières.

Mais, entre temps, la conjoncture économique s'était détériorée, avec, comme conséquence, l'accumulation rapide de stocks de charbon et l'amorce du chômage. Les stocks sur le carreau des mines atteignent aujourd'hui plus de 7 millions de tonnes, sans compter les réserves importantes constituées par les industries consommatrices. Par ailleurs, le mazout, les schlams, les schistes et les terrils constituent une concurrence de plus en plus grande aux charbons, accentuant encore la crise.

C'est dans ces conditions que s'est amorcée une campagne de défaitisme économique dans la partie la plus vulnérable des bassins charbonniers : le Borinage.

Structure du Borinage

Outre le bassin de Charleroi, la province du Hainaut, au sud de la Belgique, possède une zone carbonifère s'étendant à l'est de Mons jusqu'à la frontière française : le Borinage. Forte densité industrielle, mais qui semble, tant sur le plan démographique que productif, en voie d'épuisement. Sur les 270.000 habitants, on compte 36.500 étrangers. Forte dénatalité : la proportion des moins de 21 ans, qui donne une moyenne de 282 pour mille pour l'ensemble du pays, tombe à 229 dans le Borinage. Et 8.000 emplois ont été supprimés depuis 1945.

Au cours des trois dernières années, sept

sièges ont été fermés. Or, les mines occupent 60 % des travailleurs de la contrée et un grand nombre dépendent indirectement de l'exploitation charbonnière.

Ce dépérissement lent d'une région qui connut une très longue prospérité économique se traduit par un pessimisme qui veut que « le Borinage se meurt ». Depuis quarante ans, cette lente agonie a fait couler beaucoup d'encre et de salive, sans grands résultats. Et il semblera étrange que ce soient des « employés » des mines marquées pour la fermeture qui aient déclenché le mouvement de révolte — parce que la grève fut bien la révolte d'une population qui voulait vivre — de février dernier.

Ce sont ces employés qui ont pris l'initiative, au mois de novembre 1958, d'adresser à Paul Finet — ex-président de la C.I.S.L. et ex-secrétaire national de la F.G.T.B., ô ironie ! — une lettre demandant à la C.E.C.A. de surseoir à la fermeture des puits menacés. Cette demande, sans suite, provoqua la constitution d'un Comité de défense du Borinage, qui englobe des personnalités politiques, syndicales, industrielles. Et jusqu'à l'évêque de Tournai, Mgr Himmer, qui prend position dans cette croisade. Dès le 26 décembre, le bourgmestre de Wasmes propose une manifestation monstre avec marche sur Bruxelles, embouteillage des abords de la capitale et délégation au Parlement.

Mais, le 31 décembre 1958, on ferme deux puits, sans rencontrer la moindre résistance. C'est qu'entre temps, les éléments disparates du Comité de défense se neutralisent mutuellement.

Le 19 janvier, survient un événement important. Le Conseil national des charbonnages devait se prononcer sur deux rapports d'experts. L'un, parrainé par le gouvernement et la C.E.C.A., préconisait une concentration, soit un siège par bassin, la réduction de la production des mines du Borinage de 12.000 tonnes à 7.000 tonnes par jour, avec une forte réduction de la main-d'œuvre. Le second rapport inspiré par les exploitants, préconisait également la création d'une société unique pour le Borinage, mais avec 9 sièges d'exploitation au lieu de 4, pour être ramenés à 5 au bout de dix ans et maintien de la production de 12.000 tonnes par jour. Ce dernier projet exigerait 1 milliard 350 millions de francs belges d'investissements et des interventions de l'Etat pour compenser les déficits intercalaires. Le premier rapport fut rejeté à la majorité et le second à la parité des voix. C'était à la fois un échec pour le gouvernement et la C.E.C.A.

Devant cette carence, la Haute Autorité réclama avec force le plan d'assainissement, prévu depuis cinq ans, et qui ne souffrait plus de délais. De son côté, le gouvernement était résolu de brusquer les événements et, le 9 février 1959, le Conseil national des charbonnages était convoqué pour délibérer sur le rapport qui avait été rejeté le 19 janvier. Quatre, sur les cinq délégués des organisations syndicales quittèrent la réunion en signe de protestation. Cette fois, le projet gouvernemental fut voté à l'unanimité des **présents**, moins l'abstention du délégué flamand de la C.S.C. Il y aurait donc regroupement des cinq concessions en une seule société, avec quatre sièges d'exploitation, plus une mine expérimentale. La production journalière serait ramenée à 8.000 tonnes, quatre sièges seront fermés au 31 mai, entraînant la suppression de 6.500 emplois.

C'est à la suite de cette décision que les mineurs des puits menacés se mirent en grève, entraînant rapidement l'ensemble des charbonnages.

Les ministres Eyskens, Van der Schueren et Behogne, en accord avec la C.E.C.A., publièrent le communiqué suivant :

« Il ne peut être question de remettre en cause l'assainissement, qualifié d'indispensable, des différents bassins et particulièrement du Borinage : les interlocuteurs sont là-dessus entièrement d'accord. En d'autres termes, au delà du tonnage de production acceptable d'un point de vue économique sain (2.100.000 tonnes par an pour le bassin borain), le régime des subventions doit prendre fin, ce qui entraînera automatiquement des fermetures de puits déficitaires irrécupérables.

« La fermeture des puits n'est pas seulement la conséquence des engagements que la Belgique a souscrits en ratifiant le traité de la Communauté Européenne Charbon-Acier, elle est aussi la condition *sine qua non* de l'aide que la C.E.C.A. peut nous apporter. Cette aide est d'abord de caractère social : indemnités, interventions en vue de faciliter leur remplacement ou encore leur réadaptation professionnelle. Pour assurer l'efficacité de ces mesures, le gouvernement belge et la Haute Autorité resteront en contact permanent, de manière à ce que les fermetures et l'octroi de l'aide communautaire soient simultanés. »

Dès lors, les jeux sont faits...

Cette prise de position catégorique du gouvernement devait attiser les colères. Toutes les appréhensions, toutes les passions longtemps contenues explosèrent et on pouvait craindre les pires complications. Il fut sans doute heureux pour le pouvoir que la grève gagna rapidement en étendue, plutôt que de gagner en violence. Nous n'entrerons pas dans la narration anecdotique de cette grève. La presse, la radio, la télévision en ont suffisamment dramatisé les phases. Les routes furent coupées, les services publics bloqués, mais heureusement la concentration des forces de gendarmerie et de la population se limitèrent à des arrosages d'ecu au lieu de mitraille.

Des colloques s'instituèrent entre le gouvernement, les reorésentants de la C.E.C.A., la Fédération des Industries belges, les délégués de la Fédéchar et des organisations syndicales. Mais il ne s'agissait que de trouver une formulation moins brutale des impératifs du gouvernement et de la C.E.C.A. Et, le 23 février, les délégués de la F.G.T.B. et de la C.S.C. estimèrent pouvoir accepter et transmettre à leurs mandants le résultat de ces consultations. Le Comité national de la F.G.T.B., réuni le lendemain, se rallia aux déclarations du gouvernement, complétées par les engagements de la Fédéchar, ni l'un ni l'autre ne modifiait rien quant au fond de la décision du Conseil national des charbonnages du 9 février, mais enrobait celle-ci de diverses promesses quant à une aide financière aux victimes (prime de réadaptation, de chômage), remplacement et nouvelles implantations industrielles.

Une résolution de la F.G.T.B. précisa la position syndicale :

« Le Comité national, réuni le 4 février, prend acte :

« 1) de l'engagement du gouvernement, cautionné par la F.I.B. et Fédéchar, de replacer au plus tard pour le 1^{er} janvier 1960 les travailleurs des mines, tant du fond que de la surface, qui pourraient être licenciés en 1959 par suite de fermeture. La période de chômage éventuelle sera indemnisée de la manière suivante :

« 100 % pendant 4 mois et 80 % pendant les 4 mois suivants ;

« 2) de l'engagement du gouvernement :

« a) de consacrer 25 milliards à la relance économique,

« b) de mettre en place un organisme chargé de la programmation de l'économie,

« c) de prendre des mesures pratiques pour réduire les poches régionales de chômage ;

« 3) du résultat actuel des conversations entre la F.I.B., les organisations syndicales et les patrons charbonniers qui ont pour but une profonde réforme de structure du secteur charbonnier. »

La suite de la résolution est d'ordre général et n'apporte rien de nouveau à ce genre de formulation.

L'ordre de reprise fut lancé, et les travailleurs des puits menacés ne s'y résignèrent qu'avec découragement. Parce que : la fermeture des puits était désormais irrévocable ; que les chances de remplacement, en dépit des promesses, sont minces puisqu'il y a à l'heure actuelle 65.000 chômeurs partiels dans les mines et que l'ensemble de la production charbonnière doit être réduit ; que la réadaptation professionnelle n'a pas beaucoup de signification dans un pays où, aux plus hautes pointes de la conjoncture, il y a eu au moins 100.000 chômeurs et que le nomadisme n'est pas une solution humaine ; que les 25 milliards prévus pour la relance économique, ne seront pas affectés spécialement au problème charbonnier, mais que ce chiffre a fait partie du programme électoral du P.S.C., et dont les affectations diverses ont été rendues publiques depuis longtemps ; parce que la crise qui atteint d'autres industries et d'autres régions accentuera encore la crise charbonnière. Enfin, parce que les promesses gouvernementales n'ont jamais engagé personne.

Leur pessimisme se trouva rapidement justifié. Parce que, dès la fin de la grève, les patrons charbonniers décidèrent une série de mesures punitives envers les grévistes : retrait de la deuxième tranche de la prime annuelle ; retrait proportionnel de l'indemnité de loyer, de la prime de charbon, et jusqu'au refus de paiement du salaire pour le lundi de Pâques, jour férié légal. Aussitôt de nouveaux colloques se sont institués, ils durent encore, et il sera facile d'atténuer l'amertume de la grande défaite par des victoires sans portée. Parce que ces petits avantages seront assurés. C'est que les sphères dirigeantes sont très finement psychologues.

Mais, comme il a fallu quand même compenser les troubles et les inquiétudes des sociétés exploitantes, le « Moniteur belge » vient de publier un arrêté royal daté du 22 mars 1959, permettant le financement des stocks des charbonnages, sous la garantie de l'Etat.

Et voilà...

Il n'est peut-être pas inutile de conclure cet article par une vue panoramique de la situation économique de la Belgique, tout au moins du point de vue de l'emploi : l'industrie du tabac, celle de l'alimentation, celle du textile, tant coton que laine, celle de la faïencerie se trouvent au bout d'une douzaine d'années de Bénélux dans une situation au moins aussi précaire que celle du charbon.

Les grands manitous syndicaux n'ont-ils donc pas d'autre idéal à réaliser que d'ébrançonner l'édifice branlant de l'économie capitaliste, que ce soit dans le cadre de l'économie nationale ou supra-nationale ?

Jean DE BOE.

Les troubles de 1886 dans le Borinage

Roger Hagnauer dans le « Monde libertaire » et le camarade H. dans la « R.P. » ont évoqué le drame qui vient de se jouer en Belgique et qui nous a, une fois de plus, montré avec force que la spontanéité, la combativité et pour tout dire l'esprit de révolte des travailleurs du Borinage étaient capables de tenir tête aux forces coalisées du patronat et de l'Etat tout en secouant la torpeur de la bureaucratie syndicale. Enseignement précieux, symptôme rassurant à notre triste époque où les ouvriers ont les jarrets coupés !

Mais si l'explosion du Borinage a pris un caractère révolutionnaire, comme l'ont fait remarquer judicieusement les deux camarades cités plus haut — c'est parce que le Borinage est une « terre socialiste par excellence » et l'un des berceaux du mouvement ouvrier belge, c'est parce que les travailleurs borains obéissent, peut-être sans s'en rendre compte, à une tradition de violence et d'action directe. Cette tradition est si ancrée qu'elle réapparaît périodiquement jetant la consternation dans les rangs des ennemis de classe comme des émasculateurs de classe, tenants d'un syndicalisme émollient et de tout repos.

La plus violente de ces explosions gagna toute la Belgique comme une traînée de poudre. Elle eut lieu en 1886 et il n'est pas inutile de la retracer brièvement. Sans vouloir en rien minimiser son caractère spontané et sauvage, il faut bien dire qu'elle n'eût pu revêtir ce caractère sur une grande échelle sans la Chevalerie du Travail qui permettait sous le voile du secret la préparation sans crainte et sans arrière-pensées de « coups durs » que l'action au grand jour ne permet pas.

Cette organisation fut constituée d'abord chez les verriers du Borinage en 1882, sur l'initiative d'Alfred Delwart, vieux militant de la première Internationale. Elle n'était pour lors qu'une filiale de la Chevalerie américaine. Puis les mineurs du Borinage suivirent les verriers en 1885 et leur Union dite « Eureka » s'étendit rapidement dans le bassin de Charleroi et dans la Basse-Sambre. L'Union dite « Eureka » s'étendit rapidement dans les deux solides forces d'encadrement de la guerre sociale de 1886.

Elle débute à Liège le 18 mars par une manifestation de sans-travail qui prit tout de suite un caractère grave. Le principal instigateur en fut Wagener d'Herstal. L'entrée en grève des mineurs et des verriers du bassin de Charleroi et du Borinage mit le feu aux poudres. L'agitation grandit et se traduisit par des coups de feu, des sabotages, des sacs d'usines, des incendies de châteaux, d'établissements industriels et religieux, des batailles rangées avec la troupe... En douze jours, on estimait au bas mot le nombre des tués à la centaine, le total des blessés à deux cents, des arrêtés à deux cent cinquante. Il ne fait aucun doute, en dépit du mutisme de presque tous, y compris les intéressés, que les Chevaliers en général et l'Union Verrière en particulier jouèrent un rôle actif. Le P.O.B. (Parti Ouvrier Belge), par la plume de Jean Volders et Anseele, s'est défendu d'être pour quelque chose dans des violences que Guesde affirma de son côté être le « produit naturel », les « filles légitimes » de l'état de choses capitaliste. Certes, on ne peut nier la spontanéité et la colère qu'accrut l'entrée en lice de l'armée du Gallifet belge Van der Smissen qui s'avéra « un vaste peloton d'exécution ». Mais la part d'initiative de l'Union Verrière a été formellement reconnue par la magistrature. Ce sont ses chefs qu'elle rendit responsables de l'incendie de la verrerie et du château Baudoux le 26 mars à Jumez, lieu où chevaliers mineurs et chevaliers verriers se coudoyaient. L'acte d'accusation du procès en cour d'assises intenté aux grévistes ayant à répondre des troubles, met très nettement les causes premières de la grève à la charge de l'Union Verrière. Et il est reproché à Oscar Faller en tant que secrétaire de l'association tout ce que celle-ci a fait contre le système des « fours à bassins » et contre les modifications des « canons de verre soufflés » imaginés par le patron

Baudoux. Mais ce que l'acte d'accusation ne dit pas, c'est que le courage, le dévouement, l'esprit de sacrifice cultivés et facilités par un groupement du type de l'Union Verrière sont aussi contagieux que la poltronnerie, la soumission et la panique. C'est ce qui donne une si grande importance aux minorités agissantes pour déclencher et étendre les grandes batailles sociales.

Finalement, Faller et son second Xavier Schmidt, dit Le Bailliy, furent condamnés chacun à vingt ans de travaux forcés, et seize autres compagnons de lutte à des peines diverses. Alors commença une campagne en faveur de l'Amnistie et du Suffrage universel qui devait se concrétiser dans la puissante démonstration du dimanche 15 août 1886. Malgré le mutisme et le sectarisme persistants des organisateurs à l'égard de la Chevalerie, on y remarqua des milliers de Borains venus en tenue de travail soit par le train, soit à pied, dans une « marche sur Bruxelles » qu'une grève décrétée pour le samedi avait permis de réaliser. Sur leurs cartels, sur leurs banderoles, derrière leurs drapeaux de classe, rouges, noirs ou rouges dentelés de noir, ils demandaient, ils criaient l'Amnistie en faveur de leurs frères emprisonnés. Une loi accordant la libération conditionnelle fut votée. Aussitôt libre, l'intrépide Faller recommença son action. On le contraignit à quitter la Belgique et il dut rejoindre aux Etats-Unis les exilés de 1884. Parti avec le viatique de l'acclamation populaire, il devait mourir là-bas.

Incontestablement, la violence organisée dans les troubles de 1886 est pour une large part l'œuvre de la Chevalerie belge. Et dans la mesure où c'est par des violences que les classes, comme les peuples, prouvent leur existence et font avancer le progrès social, on a le droit de dire que la Chevalerie a tracé dans la terre belge un sillon profond, préparant les moissons à venir.

Elle a même tracé par ricochet un sillon sur la terre de France car il est établi que dans l'écheveau des facteurs qui poussèrent à la création de la Chevalerie du Travail française après le congrès international de Zurich en 1893, l'exemple exaltant des grèves générales et des manifestations d'action directe dues à la Chevalerie belge ont joué un rôle, ainsi que des hommes comme Callewaert « Master Workman » de Belgique et le belge Poiry, futur conseiller municipal socialiste de Paris (XV*).

Maurice DOMMANGET

Un historique de la grève des mineurs

Les grèves du Borinage compteront parmi les événements marquants du mouvement ouvrier de notre époque. Aussi jugeons-nous utile de publier le récit objectif des faits, tel qu'il a été vécu par notre camarade N. Dethier qui est le principal responsable de l'organisation syndicale des Mineurs de Belgique :

Nous ne pouvons nous appesantir sur les détails, si importants soient-ils. Nous nous en tiendrons donc — et nous nous en excusons — à l'essentiel.

ORIGINES DU CONFLIT

Les origines de la grève se trouvent :

1° Dans la situation extrêmement difficile des charbonnages belges, en particulier depuis la fin de la guerre (1). Cette situation a sa source dans la

(1) Nous disons en particulier, car en 1925, M. A. Delmer, ingénieur attaché à l'Administration des Mines, écrivait que notre industrie ne vivait que grâce aux malheurs des autres pays : grèves des mineurs anglais, américains, occupation de la Ruhr, etc.

structure géologique de nos gisements houillers (veines petites, tourmentées, enserrées dans des terrains friables, et grisouteuses);

2° Dans l'insuffisance manifeste de la structure de nos entreprises charbonnières. Faute de concentration, pourtant recommandée depuis de longues années par tous ceux qui s'occupent de nos problèmes charbonniers, nous vivons encore, si paradoxale que la chose puisse paraître, sous le régime de la petite entreprise : la production annuelle moyenne des charbonnages des bassins du Sud pour l'année 1957 est de 166.000 tonnes, contre 441.000 tonnes dans le Nord et le Pas-de-Calais, 893.000 tonnes dans la Ruhr, 1.300.000 tonnes en Lorraine et 1.471.000 tonnes en Campine;

3° Dans la récession économique et dans l'utilisation croissante des combustibles liquides et dont voici les caractéristiques les plus brutales : production ramenée de 30 millions de tonnes à 29 et même à 27 en 1958 ; stocks passés de moins de 1 million de tonnes vers la moitié de l'année 1957 à plus de 7 millions de tonnes à la fin de février 1958, et ce, en dépit d'un chômage très conséquent.

Soulignons aussi la situation vraiment désespérante de certaines sociétés charbonnières, dont les quatre (sur sept) sociétés marginales du bassin du Borinage. Celles-ci ont fait l'objet de nombreuses enquêtes, dont celle de 1954 effectuée par une commission internationale, des plans de réorganisation ont été élaborés et des centaines de millions de francs belges, provenant de la collectivité, y ont été consacrés, mais sans améliorer pour autant leur position sur le marché charbonnier. Au contraire, malgré une amélioration sensible des rendements, elles se trouvent actuellement dans la plus mauvaise situation, en raison de la réduction des prix provoquée par la récession.

CONSEIL NATIONAL DES CHARBONNAGES

Cette situation difficile préoccupe nos instances syndicales et des gouvernements depuis de longues années. En 1947, notre ami A. Delattre étant ministre de l'Energie et du Combustible, le Parlement a voté une loi instituant un Conseil National des Charbonnages chargé d'étudier la situation et de présenter des solutions. Il a déposé son rapport en septembre 1949; il a proposé de ramener les concessions actives des bassins du Sud de 66 à 36. Mais il n'avait qu'un caractère consultatif et, en général, ses propositions n'ont guère eu de suite.

En janvier 1958, le Parlement a voté une nouvelle loi et a donné des pouvoirs très étendus au Conseil National des Charbonnages. Il est en effet habilité à prendre des décisions relativement au regroupement des concessions, à la fusion des sociétés, etc... et le ministre ayant les mines dans ses attributions est chargé de les consacrer par Arrêté Royal. Quant à la nature de la mission principale qui lui est confiée, elle apparaît clairement si l'on sait que la refonte de la loi était annoncée en 1954 par le gouvernement, qu'elle a été préparée par des représentants des deux partis de la majorité au cours de nombreux entretiens qui se sont déroulés pendant l'année 1957. En tout état de cause, il ne s'agissait pas d'une mission consécutive à la récession puisque le ministre des Affaires Economiques, qui a tenu la nouvelle loi sur les fonts baptismaux, parlait de l'idée fondamentale que notre industrie devrait porter bientôt sa production à 34-35 millions de tonnes, indiquée nécessaire par la haute autorité de la C.E.C.A., l'O.E.C.E. et le Comité National de l'Energie.

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

Les élections du 1^{er} juin 1958 ont donné une nouvelle majorité composée du Parti Social Chrétien et du Parti Libéral.

Sa politique charbonnière est la suivante : réduire encore la production de 2 millions de tonnes et supprimer les subventions (inaugurées après la guerre et maintenues jusqu'à récemment, mais ne pouvant être accordées dorénavant qu'avec l'accord de la Haute Autorité) sauf 800 millions de francs belges en 1959 destinés à favoriser certaines transitions préparatoires à la fermeture des charbonnages marginaux et infra-marginaux.

Et c'est cette politique que le ministre des Affai-

res Economiques a imprimée, malgré notre opposition, au Conseil National des Charbonnages dont il est le président.

SITUATION DU BORINAGE

La politique de fermetures de sièges d'extraction porte sur les quatre bassins du Sud mais, répétons-le, elle vise surtout, et en tout premier lieu, le bassin du Borinage.

En décembre 1958, le ministre président propose au C.N.C. de charger le groupe des experts de présenter un rapport sur le bassin du Borinage.

Nous aurions accepté cette proposition s'il avait été entendu que les décisions à intervenir n'auraient eu d'effet jusqu'au moment où le C.N.C. aurait été en mesure de se prononcer sur la situation de l'ensemble des bassins. Le ministre ne voulut pas prendre d'engagement et nous (2) avons voté contre.

Le rapport en question est venu devant le Conseil le 19 janvier. Plus exactement, celui-ci a été saisi de deux rapports d'experts. L'un, celui dit de la majorité, proposait de ramener les sièges d'extraction des sociétés marginales du Borinage à cinq et de ramener la production journalière de 12.000 à 7.000 tonnes et de réduire le personnel en conséquence.

L'autre, celui dit de la minorité, proposait de maintenir les neuf sièges, toute l'extraction et le personnel, les sièges devant être ramenés plus tard à cinq.

« Corsaires à corsaires se battant ne font pas leurs affaires. »

La proposition majoritaire fut rejetée par 10 voix contre 9 et la proposition minoritaire fut rejetée par 9 voix contre 9.

Comment allait-on résoudre la difficulté ?

NOUVELLE PROPOSITION

Au cours du débat, nous avons lancé une autre proposition : création d'une seule société avec les sept exploitations dans le bassin, mais elle a été déclarée irrecevable parce que, a dit entre autres le représentant des employeurs, « elle a été faite verbalement et nous n'avons pas eu l'occasion d'en délibérer ».

Cette déclaration, on le pense bien, n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Le lendemain, nous rédigeons des propositions postulant la création d'une société unique dans chaque bassin et une société nationale.

Ces propositions furent soumises au Conseil le 9 février et à la majorité simple (9 voix sur 19 votants), elles furent encore déclarées irrecevables. Aussi, comme nous l'avions annoncé, nous refusâmes de siéger plus longtemps.

Inspiré par le ministre président et les employeurs, le Conseil commit une seconde et grosse erreur : à la quasi unanimité, il a adopté le rapport dit majoritaire (3), ce qui impliquait la fermeture de quatre sièges borains suivant un timing à fixer dans une séance ultérieure, dit le ministre, très prochaine avions-nous tous compris.

Quatre jours plus tard, la grève éclatait au siège du Crachet, siège dans lequel on avait investi plus de 800 millions de francs belges au cours des dernières années, siège tout à fait modernisé mais condamné par le rapport des experts, et s'étendait de puits en puits pour devenir générale dès le lendemain dans le bassin; elle allait s'étendre bientôt dans les deux autres bassins du Hainaut et, le 19, suite à la décision prise à l'unanimité le jour précédent par le Comité National de la Centrale, tous les charbonnages du bassin de Liège cessaient le travail.

LA F.G.T.B. SOUTIENT LA CENTRALE

Etant donnée la situation des stocks, la Centrale ne pouvait se faire d'illusions sur l'issue de la bataille engagée si celle-ci ne trouvait pas un appui

(2) Nous sommes trois représentants de la Centrale des Mineurs au C.N.C.

(3) Le 19 janvier, 4 des 5 employeurs avaient voté contre avec force, mais, le 9 février, ils votèrent unanimement pour.

actif des autres organisations syndicales et elle demandait donc à la F.G.T.B. d'envisager les moyens d'aide qu'elle pourrait lui apporter.

LES POURPARLERS S'ENGAGENT

A cette époque, précisément, une réunion au plan supérieur était réunie et y participaient les représentants de la F.I.B. (Fédération Industrielle de Belgique) et les représentants des centres syndicaux nationaux. Cette réunion, projetée depuis longtemps, avait un but tout différent mais, par la force même des choses, elle s'empara du conflit existant dans les mines et menaçant de s'étendre aux autres secteurs de l'économie, déjà atteints d'ailleurs dans le Borinage. Et les pourparlers ainsi engagés se poursuivirent toute affaire cessante avec le gouvernement et les parties intéressées jusque dans la nuit du lundi au mardi suivant.

RESULTATS

Les résultats obtenus au cours des pourparlers sont de deux ordres : ils portent sur les fermetures de sièges et la réorganisation de l'industrie charbonnière.

1° En ce qui concerne les fermetures, la déclaration gouvernementale, acceptée par tous les négociateurs à l'exception de ceux de la F.G.T.B., affirme que la décision du C.N.C. du 10 février est maintenue, la Belgique étant tenue de respecter ses engagements envers la C.E.C.A., mais elle sera appliquée « dans le cadre d'un programme cohérent d'assainissement des bassins charbonniers » (c'est nous qui soulignons) et le timing des fermetures aura à tenir compte « de la situation de la région boraine » et « de l'efficacité progressive des mesures prises par le gouvernement et par le secteur privé pour relancer l'expansion du Borinage » de manière telle que les fermetures à intervenir se fassent « en fonction des possibilités de remplacement des travailleurs qui seraient licenciés ».

L'attitude des représentants de la F.G.T.B. s'explique par le fait suivant : ils demandaient qu'aucune fermeture ne soit appliquée avant le 1^{er} janvier 1960 et le gouvernement refusait de prendre cet engagement.

Nos camarades ont bien fait et nous en avons la preuve dans l'accord intervenu ensuite, et le même jour, entre employeurs et travailleurs. Dans cet accord, la Fédération Charbonnière de Belgique prend l'engagement « de réemployer les travailleurs de surface (4) licenciés par suite de fermetures de sièges qui se produiraient en 1959 dans le Bassin du Borinage », le chômage éventuel devant être indemnisé dans les conditions prescrites par la Haute Autorité et ne pouvant « pas être postérieur au 1^{er} janvier 1960 ».

2) Réorganisation de l'industrie.

La nécessité de cette réorganisation doit se faire suivant des « règles de fonctionnement et d'une organisation assurant la primauté de l'intérêt général », comportant un abandon d'une part de la souveraineté des entreprises, et avec le concours des représentants des travailleurs et des utilisateurs.

A cet effet, il sera créé :

a) Sur le plan national : un organe composé de producteurs, de travailleurs (au niveau professionnel et inter-professionnel) et des utilisateurs, chargé, « dans le cadre d'une politique générale de l'énergie, d'élaborer la politique charbonnière, de promouvoir et de contrôler sa réalisation à l'échelon des bassins et des entreprises ».

b) Sur le plan du bassin : création :

1) d'un comité groupant obligatoirement tous les producteurs et chargé de la coordination de décisions à prendre par les entreprises » dans les domaines suivants : regroupement et rationalisation des champs d'exploitation, investissements, politique de l'emploi, formation professionnelle et politique du logement » ;

2) d'un comité consultatif composé d'employeurs et de travailleurs, qui devra être consulté par les organes indiqués ci-dessus.

Enfin, il sera créé un centre paritaire professionnel de productivité et les pouvoirs publics se-

(4) Tout indique qu'il n'y aura pas de problème pour les ouvriers du fond.

ront mis en mesure de participer aux travaux des comités ci-dessus.

Ce protocole sera mis au point dans une convention à réaliser dans les pourparlers qui auront lieu prochainement entre les parties contractantes.

CONCLUSIONS

Réuni le mercredi 18 février, le Comité National des Mineurs a constaté que ces accords réalisaient les revendications immédiates des mineurs, mais s'en remettant, pour le reste, à la décision qui serait prise, quelques heures plus tard, par le Comité National de la F.G.T.B.

Celui-ci constatait à son tour la valeur incontestable des résultats obtenus, mais ajoutait que la décision finale était de la compétence des centrales professionnelles.

C'est dans ces conditions que toutes nos Centrales régionales réunies le lendemain décidaient la reprise du travail pour le jour suivant. L'une d'entre elles, celle du Borinage, a pourtant fait exception à cette unanimité. La reprise du travail fut repoussée par 36 voix contre 34, avec de très nombreuses abstentions. Ainsi s'explique la reprise conséquente du travail, qui s'est effectuée là aussi le lendemain, préfigurant la reprise total du lundi.

N. DETHIER.

UN VICHINSKY EN JUPON

Un Vichinsky en jupon. Ici, en France.

Dans un bouquin « l'Autocritique » qui va paraître et dont « l'Express » du 26 mars a publié quelques pages, Edgar Morin présente le phénomène.

Les faits se passent au printemps de 1951. Edgar Morin, alors membre du parti stalinien, est appelé devant sa cellule pour s'y entendre menacé d'exclusion.

Quelque temps avant il avait donné un article à « l'Observateur », un compte rendu d'une Semaine internationale de sociologie consacrée au thème « Villes et Campagnes ».

La Fédération de la Seine avait délégué Annie Besse pour réclamer la tête d'Edgar Morin.

La bougresse n'y alla pas de main morte.

Elle expliqua aux gars de la cellule qu'il y avait un journal de l'Intelligence Service en France et que Morin y avait écrit. De plus, l'agent de l'Intelligence Service, Claude Bourdet, directeur de ce journal, avait le culot de se porter candidat contre le vénéré camarade Cachin.

Vlan pour « l'Observateur » et pour Bourdet !

Ce n'était pas tout. Morin appartenait en outre au Centre d'Etudes sociologiques de Friedmann, renégat et apôtre de la sociologie policière, où l'on avait accueilli l'Américain Moreno, venu ouvrir en France une officine d'espionnage.

Vous souriez sûrement devant le réquisitoire d'Annie Besse.

Il n'y a pas de quoi rigoler.

Bien sûr, Morin n'y allait pas de sa tête, mais seulement de son appartenance au parti. Mais qu'un tel roman policier ait pu sortir de la bouche d'une telle fanatique, en 1951 et en France, cela mérite réflexion. En Russie, cela se serait terminé par une balle dans la nuque. En France aussi, hier, si le stalinisme avait réussi à prendre le pouvoir, et demain s'il y parvenait.

Remarquons aussi que Morin nous raconte ça en 1959. Il a bien attendu, n'est-ce pas ?

Claude Bourdet et Friedmann ont-ils connu ce que le parti stalinien disait d'eux ? Probablement. Pourquoi, diable, n'y ont-ils pas répondu ? Même à la rigolade.

Surtout pourquoi l'un et l'autre, pourquoi « l'Observateur », ont-ils donné l'impression de couper fréquemment dans les histoires stalinienne ?

P. M.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

DE NOUVEAU, CÉSAR...

Le 25 mars, César est sorti de son silence. Honnêtement, il faut reconnaître qu'il élève le débat. Rensez ce qu'il a dit sur l'Allemagne, la Russie et l'affaire de Berlin. Je le demande : peut-on présenter plus clairement le problème ? Peut-on y répondre d'une façon plus nette, sans rien laisser dans l'ombre, sans broncher devant l'obstacle ?

J'avoue que je suis étonné. Je m'attendais à tout autre chose. Je l'imaginai, imbu de la formation maurrassienne que je lui prêtai, essayant de glisser son petit pion français au milieu des rois, des reines, des tours — et des fous — dont disposent les grands protagonistes. Au contraire, il a tenu à prendre ses distances avec d'autres politiques possibles, celles justement que nous craignons qu'il prit. Oui, je le demande aux camarades : que peuvent-ils vraiment reprendre à ce qu'il a dit ? C'est autre chose, non seulement que ce que nous entendons d'ordinaire de ses ministres, comparses, serviteurs et chambellans, mais même que les élucubrations habituelles de ses pairs : les princes, les cneis — « superbes » comme lui — des autres sous-ensembles numains.

Ce qu'il dit, en particulier, de l'Allemagne, de l'association nécessaire franco-allemande, je déclare sans détour que je le trouve fort bon. Je ne sais pas trop si cela sera vraiment « rentable » pour sa popularité. Il aura contre lui, explicitement ou non, les conservateurs et réactionnaires de tout poil ; et ils grouillent au moins autant à gauche qu'à droite. Les plus venimeux seront évidemment les prétendus communistes qui ne manqueront pas d'exploiter contre lui le vieux fond anti-boche qui git dans le cœur de tout bon petit Français. Ils le feront d'autant plus que César a mieux dévoilé l'hypocrisie krouchevienne.

Il est bien vrai que cet îlot berlinois est une absurdité au moins aussi grande que le corridor de Dantzig. C'est une de ces séquelles purulentes de la seconde grande guerre mondiale. Mais de cette absurdité, Staline et ses séides sont aussi responsables que leurs complices anglo-saxons. Il n'est pas dit que sa suppression, à la manière proposée par Khrouchev, ne nous mènerait pas à une absurdité plus grande, à une ignominie plus insupportable. Berlin-Ouest permet chaque jour le plébiscite permanent, intolérable aux maîtres de l'autre bord. César n'a-t-il pas eu raison de dire qu'en fin de compte la dernière parole devait être laissée aux populations dont « les sommets » entendaient disposer ?

Soufflons un peu, maintenant, après ce salut à César dont je n'attends rien de bon pour ma réputation déjà fort abimée.

Ceux qui ne seront pas contents auront toujours le droit — et le devoir — de le dire ici ou ailleurs, et de dire pourquoi. Dans ces colonnes, en tout cas, jamais nous ne limiterons leur possibilité d'expression.

Il y aura ceux qui dénonceront de retourner m'abreuver à la source impériale, de me griser de cette boisson trop forte pour moi, de me laisser aller à grossir le cœur des laudateurs de César. A ceux-là, je ne répondrai pas. Ce sont ceux qui ne comprennent pas.

Il y aura ceux qui — en apparence plus légitimement — diront : que viennent faire ces considéra-

tions dans une chronique syndicaliste ? Je ferai d'abord remarquer que j'ai tenu à écrire à la première personne, signifiant par là que l'Union des Cercles syndicalistes n'en était pas autrement engagée. Quant aux censeurs qui verraient dans mes propos d'aujourd'hui une intrusion intolérable de la politique dans le syndicalisme, ils me donneront l'occasion dont j'ai besoin pour m'expliquer plus à fond et dire justement l'essentiel de ce que j'ai à dire.

Est-ce ma faute si j'en suis réduit à écouter le haut-parleur d'où tombe la voix auguste de César ? Où entend-t-on sur cette question de Berlin, qui touche au sort même des multitudes, la voix du syndicalisme, celle de l'internationale ouvrière ? Laissons de côté ceux qui confondent corporatisme et syndicalisme et qui, j'imagine, ne parleront tout de même pas ici. Également, ceux dont tout l'intérêt se concentre autour des élections municipales et des premiers linéaments du néo-front populaire (non que cela ne puisse prêter à quelques commentaires de la part des syndicalistes, sur le fait, en particulier, que, comme le dit César lui-même, quelques électeurs sont retournés à leur « rubrique »). Mais nous maintiendrons le débat à la hauteur où César l'a placé.

Je le répète : où est l'Internationale ouvrière ? Nous voyons et nous entendons — même si nous ne l'écoutons pas — un parti mondial qui ne transmet que les échos de la voix de son maître (les modulations en sont expliquées « dialectiquement », après coup). Mais, même en prêtant l'oreille, nous n'entendons pas la voix « libre » d'une internationale qui prétend l'être. Ne m'accusez donc pas d'écouter les bruits qui viennent d'un autre univers. Pas un instant nous n'oublions que ce n'est pas le nôtre. Le nôtre ne connaît pas de frontières nationales, moins encore les découpages dérisoires, les enclaves absurdes dessinés après les « victoires ».

A ceux qui nous accusent de défendre vainement un internationalisme formel et théorique, nous répondrons que si l'occasion est trop avare de le rendre actif et concret, nous ne manquons pourtant pas de la saisir quand nous le pouvons et nous ne la laissons pas volontairement échapper. Cette fois encore, il a fallu que ce soit César qui dise que le peuple français était l'ami « traditionnel » du peuple russe. Quant à nous, notre fraternité — et notre fraternisation éventuelle — avec les travailleurs russes comme avec ceux de Berlin (Est ou Ouest) ne sont pas que des mots. Mais nous souffrons de notre faiblesse et nous voudrions que les organismes qui portent encore le nom d'« internationales » soient fidèles à leur titre. Alors, nous ferions plus de place à leurs déclarations qu'à celles de César, si bien tournées qu'elles soient.

Mais je n'en ai pas encore fini sur le chapitre de César et des « marques extérieures de respect » que je lui dois. Un de ses mérites — et non le moindre — est d'avoir posé, et très bien posé, devant le peuple français, si peu enclin aujourd'hui aux perspectives exaltantes, le problème des peuples sous-développés, de l'avoir fait comme aucun gouvernant de ce pays ne l'avait fait avant lui. Relisons ce qu'il a dit sur ce point et ce qu'il a proposé comme objectif principal aux préoccupations des « grands ». Là encore, je ne cacherai ni mon étonnement, ni ma satisfaction. Après avoir

affirmé que « la seule querelle qui vaille est celle de l'homme... l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer, il propose aux « grands » de « vaincre la misère, de mettre en valeur les ressources et d'aider le travail des peuples moins développés » :

« Faisons-le... non point pour qu'ils soient les pions de nos politiques, mais pour améliorer les chances de la vie et de la paix. Combien cela vaudrait-il mieux que les exigences territoriales, les prétentions idéologiques, les ambitions impérialistes qui mènent l'univers à la mort ! »

Des mots, du vent, direz-vous. Mais que diriez-vous si les paroles du Prince n'avaient été que les divagations habituelles, s'il n'avait pas mis en évidence « le sujet capital » ? Bien entendu, poser le problème ce n'est pas le résoudre. Encore faut-il d'abord qu'il soit posé. Et je pense, comme César, que la question des peuples sous-développés est l'une des dominantes du monde d'aujourd'hui. Nous devrions en discuter davantage ici-même et remettre l'accent sur la nécessité d'un néo-malthusianisme. On avait trop vite oublié Malthus et il n'y aura bientôt plus que M. Thorez et Mme Vermeersch pour croire que c'est du « cannibalisme » que de chercher à mettre un frein, à introduire l'ordre et la raison dans les fureurs génétiques des pauvres hommes. Qui niera pourtant qu'il est plus facile d'accroître la population de cinq pour cent, par exemple, que d'augmenter de deux pour cent la production par tête ?

Mais, nous diront certains farouches, il n'y a qu'à faire la révolution, et tous ces problèmes annexes seront résolus. Même si c'était vrai — et ce n'est pas vrai — il resterait encore à faire la révolution. Je regrette pour ceux-là qu'ils ne comprennent pas que nous ne cessons pas un instant d'y penser.

FIVES-LILLE, METALLOS, R.A.T.P... ET VACANCES SCOLAIRES

Reprenons pied, maintenant, dans notre univers familial. Fives-Lille s'est apaisé, mais le mécontentement grandit et les luttes partielles s'amorcent et se développent sur l'ensemble du front de classe, posant les questions que César escamote.

Il est intéressant de suivre le quadrille des syndicats à l'occasion de ces premières bagarres. Dans la métallurgie et le bâtiment, C.G.T. et C.F.T.C. ont marché ensemble ; dans le métro et les autobus, c'est F.O. qui est parti en flèche, mais la C.G.T. et les autonomes n'ont pas manqué de suivre. Ces jeux ne sont pas finis.

Une remarque importante qui ressort de l'étude des différents cahiers de revendications est une saine réaction contre la « hiérarchisation », sacrosaint principe des directions syndicales depuis 1945 (C.G.T. en tête) : les machinistes des autobus parisiens réclament une prime uniforme de 10.000 fr. Mais une résolution du congrès des fonctionnaires C.F.T.C. ne doit pas manquer de retenir l'attention : après avoir demandé « l'attribution d'un treizième mois (comme cela existe dans le secteur nationalisé et certaines entreprises privées) », elle se déclare ouvertement pour « le resserrement de l'échelle hiérarchique » : « Celle-ci va de 1 à 20 en France au lieu de 1 à 7 aux Etats-Unis et de 1 à 4 en Suisse ». Cette constatation devrait montrer aux syndicalistes révolutionnaires qui luttent obstinément dans les différents syndicats pour le retour aux principes et contre les corruptions introduites par les classes dirigeantes anciennes et nouvelles, que leurs efforts ne sont pas vains et qu'ils auraient tort de désespérer.

**

Nous allons nous attirer les remontrances de Claude Harmel. Celui-ci rédige, avec talent, un bulletin qui s'intitule « Les Etudes sociales et syndicales » — plus confidentiel que la « R. P. » à laquelle il rend quelquefois un discret hommage. Dans ce bulletin, il défend un syndicalisme « intégré », qui, à peu près sur tous les points, s'oppose au nôtre. Il y conseille avec application les chefs syndicalistes, surtout ceux de F.O. Dans son bulletin de février, il y dénonce encore « les vieux croyants du messianisme révolutionnaire » et adjure les dirigeants de F.O. d'avoir « le courage de leur réformisme ».

Quand nous aurons le temps, nous lui expliquerons qu'il n'y a pas réformisme d'une part, révolution de l'autre, que ce sont deux aspects d'un même mouvement, que la fusion continue des deux phases — cette sorte de vision à double foyer — est la condition pour qu'il n'y ait pas, soit réformisme sans réforme, soit révolutionnarisme sans révolution. Et quand nous le ferons, nous n'aurons aucunement la prétention de découvrir le monde, car les rédacteurs de la Charte d'Amiens l'avaient dit avant nous, et mieux que nous le disons.

Il est vrai que Claude Harmel, après avoir tiré son chapeau à la Charte d'Amiens en la déclarant « vénérable », dit aussitôt qu'elle est « poussiéreuse ». Elle est poussiéreuse parce que vous l'avez mise au rancart. Mais remettez-la aujourd'hui, dans la lumière des événements actuels, repensez à travers elle réformisme et révolution, et vous la verrez éclairer à nouveau la route de la classe ouvrière. Elle n'a pas fini d'être un guide pour les uns, dont nous sommes, et un obstacle irritant pour les autres.

Notez que ceux qui veulent échapper à ses contraintes et « faire du nouveau » ne nous ressortent jamais que beaucoup plus « poussiéreux » ; ils ne ressuscitent que de vieilles panacées. Voyez Claude Harmel. Le voici prônant la participation aux bénéfices ! Cela doit être plus vieux que la Charte d'Amiens. Il s'appuie sur l'exemple des établissements Fenwick (Paris, Saint-Ouen, Montreuil) qui pratiquent, paraît-il, cette audacieuse initiative. Il nous dit que dans cette boîte où un professionnel gagne en moyenne 238 fr. de l'heure (un peu plus que le salaire horaire d'une femme de ménage parisienne), le même ouvrier a reçu, en 1958, à titre de participation aux bénéfices, la somme de 330.000 fr. Comptez, et vous verrez qu'il a reçu son dû (ce qui est considéré comme son dû en régime capitaliste) sous deux formes différentes. Claude Harmel ne peut même pas dire le contraire : il conclut son article en parlant « d'épargne imposée » et de l'avantage de recevoir d'un seul coup « une grosse somme ». Nous retrouvons ici le patron « paternaliste », tuteur de l'ouvrier et sachant mieux que lui ce qui est pour son bien et pour son bonheur en ce monde. La pratique de la Charte d'Amiens aurait donné au travailleur, avec plus de dignité, un meilleur salaire en même temps qu'elle aurait ouvert la voie — non à la répartition du bénéfice — mais à la suppression du bénéfice (... au moins, à celle du profit, si vous voulez).

**

Mais j'allais oublier de parler des vacances scolaires que, pour ne pas être en reste de fureur réformatrice, un certain ministre de l'Education nationale (dont le nom m'échappe) vient de réduire. Il faudra me rendre cette justice que, dans une « R. P. » de 1958, j'avais soulevé le lièvre. Per-

sonne ne m'a suivi. Croyez-moi : ce n'est pas une question si simple. Je ne veux pas en parler en syndicaliste qui — parce qu'il entend sonner l'heure de la retraite — prétend savoir de quoi il parle. Mais bien des bêtises me semblent avoir été dites sur cette question, et pas seulement (hélas !) par ceux qui ont quelque raison de n'y rien connaître.

Il reste que les camarades professeurs de l'enseignement secondaire, dans leur congrès de Pâques, n'ont pas accepté cette innovation, qu'ils envisagent une grève des examens et une journée de protestation dans la première semaine de la rentrée qu'on leur impose au 15 septembre.

Je l'ai déjà dit : mon rôle ici n'est pas de résoudre quoi que ce soit, mais de mettre les camarades en face des problèmes et de provoquer la discussion. Je dirai quand même qu'à mon opinion les camarades professeurs ont raison et que je leur souhaite bon courage et bonne chance. Et je préviens ceux qui viendraient me parler de « l'intérêt de l'enfant » que c'est bien le seul point sur lequel — pour bien des raisons — je n'accepte aucune remontrance.

LA CRISE DE F.O.

Je reprends ce titre à Claude Harmel... et à la rumeur publique. Nous avons le droit de parler de « Force Ouvrière » parce que c'est un des éléments du mouvement syndical réel. Ce n'est rien de dire qu'elle nous a déçus. Elle a déçu — et repoussé même — les meilleurs militants du syndicalisme. Non qu'on ne puisse compter dans ses rangs d'excellents ouvriers de la renaissance syndicale, comme on en compte aussi à la C.G.T., à la C.F.T.C. et chez les autonomes. Sans compter ceux — et ce ne sont pas toujours les moins bons — qui, après avoir sucé le lait du syndicalisme révolutionnaire, n'ont pas honte aujourd'hui de se retrouver parmi les « inorganisés ». Mais « Force Ouvrière », telle qu'elle est, n'en est pas moins une organisation qui éveille en nous une certaine nostalgie. Nous ne nous consolons pas de ce qu'elle aurait pu être. Et nous la retrouvons malgré tout, par certains de ses militants, à l'origine ou dans le feu des grandes actions ouvrières d'aujourd'hui.

Nous en parlons maintenant parce qu'elle tiendra son congrès au moment même où ces lignes paraîtront. Crise à F.O. ? L'affaire Lafond semble s'être terminée par la démission de l'intéressé du bureau confédéral. En réalité, elle ne saurait prendre fin ainsi, en douce. Ce devrait être une belle occasion de « dépoüssier » les principes.

Claude Harmel tire « Force ouvrière » et surtout sa direction vers le « réformisme intégré ». « La C.G.T.-F.O. n'est pas devenue », écrit-il, le pôle d'attraction qu'elle pourrait être. Depuis dix ans, elle s'est maintenue, elle a vécu, comme disait Sieyès, et même elle a agi. Mais elle aurait dû croître et occuper vraiment tout le devant de la scène syndicale. »

Oui, mais le chemin indiqué n'est pas le bon. Il faudrait retourner aux sources pour mieux ouvrir aux ouvriers d'aujourd'hui un avenir exaltant. Hélas ! F. O. nous laisse bien peu d'espoir. La force de la C.G.T. « communiste », elle est surtout faite de la corruption réformiste et bureaucratique de F.O. Il ne serait peut-être pas trop tard pour remonter le courant et appeler à l'action les militants dispersés. Mais les dirigeants de F.O. en ont-ils seulement l'intention ? Et les bons syndicalistes que nous y connaissons en ont-ils la possibilité ?

Ils devraient aider, en tout cas, l'Union des Syndicalistes à se faire une opinion plus sûre sur

« Force Ouvrière » et les courants qui la traversent. Nous aimerions que notre prochaine assemblée soit consacrée à cette question, car rien de ce qui touche au mouvement syndical ne nous est indifférent. Beaucoup des militants qui sont avec nous, ou près de nous, travaillent dans ce secteur du syndicalisme. Ce n'est pas sans eux que se reconstruira la C.G.T. des travailleurs libres de France, simple maillon national d'une classe ouvrière mondiale consciente de son unité.

R. GUILLORE.

Parmi nos

LETTRES

Une défense des ordonnances

Au sujet des articles de Louzon et de Charbit sur la politique économique et sociale d'Antoine Pinay, J. FONTAINE (du Rhône) écrit :

Les raisons données par Louzon pour condamner cette politique ne sont vraies que pour les prélèvements. Car une question se pose : à qui vont aller les 400 milliards prélevés indistinctement sur les riches comme sur les pauvres et surtout sur ces derniers ? Si, par exemple cet argent était détruit, ce n'est que dans ce cas que Louzon aurait absolument raison. Mais, imaginons que les 400 milliards soient utilisés à améliorer le sort des faibles, des vieux, à augmenter les bas et moyens salaires, ou à garantir le salaire à vie, non seulement aux fonctionnaires, mais à tous les salariés, surtout en ce moment à ceux qui sont jetés à la rue par le progrès technique et l'incapacité des maîtres de l'économie (Fives-Lille, Borinage, etc.). Pourrait-on condamner le geste du gouvernement ?

Hypothèse invraisemblable, évidemment, mais qui souligne cependant le fait que la malaisance des gouvernements ne réside pas seulement dans les prélèvements justes ou injustes mais aussi et surtout dans l'usage qui en est fait. Cette fois encore, il y a bien des chances que l'on procède dans ce transfert de pouvoir d'achat, avec les mêmes méthodes, selon les mêmes principes qu'auparavant. Et cela surtout grâce aux violentes protestations qui surgissent de toutes parts contre les ordonnances, surtout contre celles, cependant bien timides, qui visent des abus scandaleux et des privilèges exorbitants.

A lire Louzon et Charbit, à entendre le flot des protestations dites ouvrières, il semblerait que les centaines de milliards qu'exigent les Pouvoirs publics, ont été ou vont être prélevés sur les masses composant les classes défavorisées, c'est-à-dire sur les pauvres. Mais pour ma part je voudrais bien savoir où est la limite entre les riches et les pauvres. Quelle que soit l'élasticité verbale de cette frontière, comment expliquer la violente colère qui émane surtout des milieux privilégiés ou à l'aise : bourgeois salariés des Services publics ou concédés, des grandes entreprises nationalisées ou protégées ; gros exploitants agricoles, gros commerçants, gros et petits bourgeois des professions libérales, des affaires, etc. Tout ce monde-là a voté oui. Quelles raisons auraient-ils de prendre une attitude aussi hostile, s'ils n'avaient pas été touchés à l'endroit sensible, c'est-à-dire à leur poche. Et s'il en est ainsi, pourquoi mettre nos petites revues d'avant-garde, notre sincérité de révolutionnaire au service de ce monde et joindre nos protestations aux leurs. Il faut au contraire mettre en évidence que tous ces privilégiés mécontents, ces tricheurs, sont précisément les mêmes qui ont causé la chute de la quatrième République, les mêmes qui jettent la confusion dans nos rangs et nous conduisent tout droit au totalitarisme de Moscou...

Quant à la Sécurité sociale, c'est pire encore. Là, je ne suis pas du tout d'accord avec Charbit. La S.S. est en train de devenir une gigantesque duperie. Je l'ai dit dans une de mes chroniques du « Monde libertaire » et beaucoup d'assurés sociaux

que je vois tous les jours sont de mon avis. Il y a vraiment trop de faux malades qui tiennent à récupérer et au delà, le montant de leurs cotisations. Si tous les assurés sont malades, à quoi bon passer par la Sécurité pour payer son médecin ou son pharmacien. Que doivent penser les quelques Durand et Dupont qui n'ont pas le temps d'être malades, dont les uns cotisent à la Mutualité depuis 60 ans, qui n'ont à peu près rien coûté à la S.S. et qui voient tous les abus auxquels donnent lieu les visites des médecins, la fabrication des ordonnances, la vente des médicaments et des spécialités ; sans parler des assurés fortunés qui vont soigner leurs indigestions à Vichy ou ailleurs aux frais de la S.S. ? N'ont-ils pas le droit de se dire avec amertume : « Sommes-nous des jobards ? »...

Nous ne comprenons pas le reproche que nous fait le camarade Fontaine, car il est évident que si le produit des nouveaux impôts allait à des œuvres d'intérêt prolétarien, on ne pourrait protester ! Mais Fontaine reconnaît lui-même qu'ils n'y vont pas. Alors pourquoi protester contre notre protestation ?

D'autre part, si les impôts étaient prélevés sur le prolétariat puis redistribués entre les prolétaires, il n'y aurait peut-être pas lieu de protester, mais pas davantage certainement d'applaudir, puisqu'on ne ferait que rendre ainsi aux ayant-droit ce qu'on leur aurait pris. On ne pourrait applaudir que si on avait pris aux bourgeois ce qu'on distribuerait au prolétariat. Par conséquent, dans tous les cas, la question : qui est frappé par l'impôt ? reste primordiale !

Plus loin, d'ailleurs, Fontaine déclare qu'il manque une ordonnance : celle qui aurait supprimé tout impôt sur les produits de première nécessité. Or, ce que Louzon a reproché surtout aux ordonnances, c'était d'avoir augmenté ces impôts. On ne comprend plus alors pourquoi Fontaine se déclare pas d'accord avec ceux qui protestent contre l'augmentation de ces impôts ! ! !

Quant à la Sécurité Sociale, bien sûr qu'il y a des abus, mais en quoi toucher le remboursement des 3.000 premiers francs de médicaments constituerait-il un abus ? Et en quoi la suppression de ce remboursement supprime-t-il un abus ? Et lorsque Fontaine prétend que la S.S. est en train de devenir une gigantesque duperie, il tient pour nul le fait que les travailleurs grâce à elle, se soignent mieux et vivent plus longtemps. Il ne voit que les faux malades et leurs abus, et appelle « jobards » ceux qui « n'ont pas le temps d'être malades », mais cotisent pour que d'autres puissent se soigner, niant ainsi tout principe de solidarité sociale.

Contre le neutralisme

Gaston LEVAL écrit à Hagnauer :

Je viens de lire tes deux articles du n° de ce mois de la R.P. Tout à fait d'accord avec ton attitude, je te félicite pour ta clairvoyance et ta documentation. Il faut, hélas ! mener un combat qui peut nous être, au fond, désagréable, mais qui est nécessaire devant l'effroyable danger que tant de « pacifistes » qui font le jeu des pires conquérants, et certains libéraux, voire « libertaires » qui font le jeu de la pire dictature, favorisent en ne comprenant pas que ne pas se centrer sur son plus implacable ennemi est une ineptie et un crime envers l'humanité.

Il est effrayant de voir avec quelle sottise et quelle irresponsabilité des gens dont l'esprit critique est dérivé par je ne sais quelle fausse vision des choses s'acharnant à combattre, en les grossissant si nécessaires, les erreurs, les fautes d'un bloc au profit du bloc d'en face, responsable de fautes et d'erreurs dix fois, cinquante fois plus graves. Je ne sais si l'humanité échappera à la menace actuelle. En tout cas, il est pénible de voir que, très souvent, les états-majors auront vu plus clair, même pour notre liberté future, que ces soi-disant naturalistes. Comme si l'on pouvait être neutre devant un régime pire que le nazisme, et qui asservirait le monde, si le monde ne lui résiste pas.

P.S. — Oui Libération et le Canard Enchaîné sont bien ensemble. Ce dernier est plus subtile. C'est tout.

Contrôle ouvrier et participation

De Miguel MIRANDA, de Buenos-Aires.

Je voudrais aborder deux problèmes-clés auxquels Mercier et Duperray se sont intéressés dans leurs récents articles. C'est-à-dire le problème du contrôle ouvrier ou de la participation ouvrière à l'entreprise, et celui du pouvoir. Ces deux problèmes sont, dans nos milieux, au centre de nos préoccupations et je crois qu'ils valent la peine d'être étudiés. Dans leur essence et leur substance économique-sociale ils constituent, si on les examine de près, un seul et même problème...

Depuis vingt ans, je soutiens que la faiblesse majeure de notre mouvement d'avant-garde (socialiste révolutionnaire, anarcho-syndicaliste, syndicaliste ou corporatiste anti-étatique, syndicaliste révolutionnaire, etc.) se trouve dans le fait qu'il n'a jamais mis au point une pensée objective, concrète et viable dans le domaine économique. Cette faiblesse est cause que des événements aussi extraordinaires que la prise des usines en Italie ou que la révolution espagnole de 1936-1938 n'aient pas eu une plus grande solidité et n'aient pas ouvert de meilleures perspectives de développement ou de résistance. Fondamentalement, c'est parce qu'ils n'ont pas pu se baser sur une théorie économique adéquate, pratique, expérimentée et définie en fonction du socialisme libertaire tant dans ses objectifs que dans son mécanisme de fonctionnement. Le jour où l'ouvrier verra quelle structure et quel mécanisme organisationnel « productif-distributif » peuvent remplacer le régime capitaliste étatique anachronique, alors il pourra prendre position sur les perspectives qu'ouvre un procès révolutionnaire profond et positif comme nous le proposons... verbalement.

Le compte rendu synthétique et objectif, intéressant de Mercier sur le « séminaire » organisé par le Congrès pour la Liberté de la Culture me satisfait pleinement, ainsi que la remarque sur l'impuissance et même l'impossibilité que revêtent les expériences de gestion ouvrière là où subsiste un système concurrentiel et de marché au sein duquel se déroule nécessairement l'expérience. C'est pourquoi il me semble nécessaire de demander à Mercier ce qu'il entend quand il se réfère à « un angle différent » qui est celui du professeur Lasserre. Je crois que s'il a pensé à la méthode et au système économique coopératif, lequel supprime, s'il est bien appliqué, le profit et l'exploitation du salarié, le thème mériterait d'être discuté.

Le type de contrat mutuel libre et établi de bas en haut que propose la méthode coopérativiste, et le retour (sur lequel il se fonde essentiellement) de tous les bénéfices du circuit commercial et industriel à la société coopérative signifierait la suppression du profit et du pouvoir économique du capitalisme. Et qui dit pouvoir économique dit en même temps pouvoir politique.

L'autre problème-clé abordé par Duperray, problème que je soupçonne être un monstre endormi, mais toujours menaçant, et dont le réveil pourrait être désastreux, est celui du pouvoir politique précisément. Profil, pouvoir politique et salariat sont trois plaies en une qui font se convulser le monde et déséquilibrent notre civilisation.

Il ne fait pas de doute que l'expérience de la participation ouvrière à la gestion, ou la co-gestion, est une forme de coopération encore superficielle et anodine dans notre société dominée par le capital et vassalisée par l'Etat.

C'est pourquoi j'insiste sur la nécessité de débattre dans un esprit constructif le grand problème du pouvoir politique en le considérant comme absolument inséparable de la lutte pour le pouvoir économique lequel n'a rien de terrible, même dans une perspective lointaine. Quand le pouvoir économique sera démonté et remplacé par une structure économique de type coopératif et libertaire grâce à laquelle les ouvriers auront la gestion intégrale du procès de production et les coopératives pourront organiser la distribution en remettant le profit au consommateur (bénéfice commercial et intérêts prélevés actuellement par le capitalisme), alors seulement le monstre que Duperray craint d'avoir réveillé se révélera être non pas un mastodonte terrible mais un fossile ne présentant aucun danger.

Notes d'Economie et de Politique

CHOC EN RETOUR !

La rapidité avec laquelle se modifient et même s'inversent les rapports non seulement politiques mais économiques entre les pays de la vieille Europe et leurs anciennes colonies d'Asie et d'Afrique est vraiment extraordinaire.

Vous vous souvenez qu'au siècle dernier, lorsque l'Angleterre eut sérieusement assuré sa domination sur l'Inde, ce fut une époque bénie pour l'industrie textile du Lancashire. Les tisseurs britanniques envoyaient une proportion massive de leur production aux Indes où n'exis-

D'ailleurs cela ne coûtait pas très cher jusqu'à tout récemment. On pouvait faire ça tranquillement, à la petite semaine, tous ces pays étant prêts à se contenter de ce que Washington voulait bien leur donner puisqu'il n'y avait pas d'autres mécènes en perspective.

Mais il n'en est plus de même aujourd'hui !

Le rival, le grand rival de l'Amérique, s'est piqué au jeu. Voici maintenant Moscou qui, lui fait encore aucun métier mécanique, réduisant ainsi au chômage et à la misère la multitude des tisserands indiens à domicile qui, en étant toujours au stade des métiers à bras, se trouvaient incapables de soutenir la concurrence de la « grande industrie » britannique.

C'est à cette destruction de l'industrie locale que l'on attribua pour une large part l'état de famine endémique qui régna aux Indes durant tout le temps de la domination britannique et ce fut la croisade contre les tissus importés fabriqués à la machine qui fut l'un des principaux thèmes de propagande de Gandhi, dont les vêtements n'étaient faits que de tissus filés et tissés à la main.

Mais, en dépit de cette action de Gandhi, peut-être politiquement utile, mais économiquement réactionnaire, le capitalisme poursuivait son œuvre révolutionnaire.

Des industriels britanniques trouvèrent, en effet, avantageux d'avoir des filatures et des tissages aux Indes mêmes, là où ils avaient sur place la matière première (le coton), les débouchés (300 millions d'Hindous), et une main-d'œuvre bien meilleur marché que celle de Manchester ; c'est pourquoi ils créèrent dans la région de Bombay, à proximité des grands champs de coton, toute une industrie textile à laquelle prirent bientôt part de nouvelles entreprises, mais possédées, cette fois, par des capitalistes hindous.

La conséquence en est qu'aujourd'hui on est parvenu à cette situation extraordinaire que ce ne sont plus les cotonnades britanniques qui envahissent l'Inde, mais les cotonnades hindoues qui envahissent la Grande-Bretagne. Hindoustan et Pakistan importent actuellement en Angleterre près de 400 millions de mètres de tissus de coton par an. Si bien qu'on assiste maintenant à ce spectacle stupéfiant : des industriels anglais implorant leurs confrères hindous de bien vouloir réduire leurs importations en Grande-Bretagne ! Des conférences ont eu lieu à plusieurs reprises à ce sujet entre les magnats des deux industries ; je n'ai point entendu dire qu'elles aient abouti.

Par rapport à ce qu'elle était il y a encore une cinquantaine d'années, et surtout il y a cent ans, la situation est donc totalement inversée.

Ce n'est plus l'ouvrier textile du Lancashire qui réduit à la famine le paysan-artisan de l'Inde ; c'est le paysan-artisan de l'Inde, devenu travailleur industriel, qui menace de réduire à la famine l'ouvrier textile du Lancashire.

Les forces économiques se sont joué de la propagande réactionnaire de Gandhi : elles ont achevé la destruction du tissu « filé à la maison », mais, ce faisant, elles ont, et par cela même, atteint l'objectif de Gandhi : libérer l'Inde de la tutelle économique britannique — elles l'ont même dépassé en assurant à l'Inde, au moins dans cette branche, la supériorité économique sur la Grande-Bretagne. L'envahisseur est devenu l'envahi, dans le domaine même où il avait envahi.

Or, ce fait si caractéristique, ce cas de dialectique qui est vraiment presque amusant par sa simplicité et sa netteté, n'est que l'illustration d'un phénomène général.

Le seul grand pays asiatique qui ait été indemne de la domination étrangère, le Japon, fait peser depuis le début du siècle une menace permanente sur l'industrie européenne et américaine. Entre les deux guerres, tous les pays qui n'étaient point protégés par des droits de douane exorbitants, ou, mieux, par des prohibitions et des contingentements, furent envahis par les produits de l'industrie japonaise, aussi bien par ceux de son industrie mécanique que par ceux de son industrie textile. Au Maroc, par exemple, on trouvait bicyclettes et chaussettes à des prix astronomiques... de bon marché. Les destructions de toutes sortes dues à la guerre ont arrêté pendant quelque temps la concurrence japonaise, mais déjà celle-ci recommence de plus belle. Les industriels américains commencent à remplir l'air de leurs clameurs, exigeant à tout prix des « mesures » contre les produits japonais.

Or, chose éminemment curieuse et qui prête à de multiples réflexions, loin de chercher à freiner cette industrialisation de l'Orient qui menace de mort sa propre industrie, l'Occident ne cherche au contraire qu'à l'accélérer ! L'aide aux « pays sous-développés » est devenue la tarte à la crème de tous les discours gouvernementaux, aussi bien en Europe qu'en Amérique. L'« aide aux pays sous-développés », c'est-à-dire la mise à la disposition des pays asiatiques aujourd'hui, et des pays asiatiques et africains demain, des capitaux nécessaires à leur industrialisation. Industrialisation qui ne peut, évidemment, aboutir, comme celle déjà réalisée, qu'à concurrencer victorieusement l'industrie occidentale.

Ce sont les Etats-Unis, bien entendu, qui mènent la danse. D'après un récent rapport fourni par les services officiels de Washington, l'Etat américain a fourni aux pays sous-développés, rien qu'en aide économique (à l'exclusion de l'aide militaire), de 1948 à 1958, 6 milliards de dollars, soit près de 3.000 milliards de francs.

Et cette aide va se poursuivre à une allure accélérée, en vertu même de sa raison d'être, raison d'être que tout le monde connaît, car il n'y a que les crânes archi-bourrés qui peuvent croire que Washington agit comme il le fait par simple bonté d'âme ! En fait, le but est de s'assurer le concours, dans la gigantesque course à la domination du monde qui se livre entre

Washington et Moscou, des centaines de millions d'êtres qui forment ce qu'on appelle les « peuples sous-développés ». Puisqu'on ne peut les enrôler de force sous sa bannière, comme aux temps heureux du colonialisme, il faut chercher à les séduire en allant au-devant de leurs besoins, et, plus encore peut-être, de leurs désirs.

Ils désirent être « industrialisés », ils ne veulent plus être seulement des fournisseurs de matières premières, mais devenir des fabricants, ils souhaitent réaliser leur indépendance économique comme ils ont déjà conquis leur indépendance politique et, pour cela, se construire industries légères et industrie lourde ; eh bien ! fournissons-leur les capitaux qui le leur permettent !

D'ailleurs cela ne coûtait pas très cher jusqu'à tout récemment. On pouvait faire ça tranquillement, à la petite semaine, tous ces pays étant prêts à se contenter de ce que Washington voulait bien leur donner puisqu'il n'y avait pas d'autres mécènes en perspective.

Mais il n'en est plus de même aujourd'hui !

Le rival, le grand rival de l'Amérique, s'est piqué au jeu. Voici maintenant Moscou qui, lui aussi, et dans le même but que Washington, celui de s'assurer la sympathie et le concours éventuel des centaines de millions de « sous-développés », se met à leur offrir des capitaux pour qu'ils s'industrialisent.

C'est tout récent. On a commencé en 1954 avec un très modeste prêt de 11 millions de dollars à l'Afghanistan, mais on a marché très vite, de telle sorte qu'au 31 décembre dernier, l'aide économique qui avait déjà été consentie par Moscou depuis 54 aux pays sous-développés, se montait à 1.502 millions de dollars, soit près de 800 milliards de francs.

Aussi, est-ce maintenant la course ! C'est à qui, de la Russie ou de l'Amérique, prêtera le plus à l'Asie et à l'Afrique afin qu'Asie et Afrique s'industrialisent le plus vite et le plus complètement possible ;

L'existence et la concurrence de ces nouvelles industries aura pour conséquence un bouleversement total des conditions dans lesquelles a fonctionné jusqu'ici le capitalisme occidental.

Du lendemain de la révolution industrielle au lendemain de la deuxième guerre mondiale, soit pendant quelque cent cinquante ans, la division du monde en deux groupes, d'une part, la toute petite partie industrialisée de l'ouest européen et du nord-est des Etats-Unis, fournisseur du monde en produits manufacturés, et d'autre part, le restant du monde, non industrialisé, « arriéré », fournisseur de matières premières et de clients pour l'industrie de l'Occident (1), fut l'un des traits dominants de la vie économique, et c'est sur cette base que s'est construit tout le développement du capitalisme.

Maintenant qu'il ne va plus en être de même, que d'ici quelques dizaines d'années tout au

plus, cette sorte de division du travail aura disparu, que l'industrie occidentale ne trouvera plus guère d'acheteurs en dehors de ses frontières et ne se procurera plus que difficilement les matières premières qu'elle ne possède pas chez elle, parce que celles-ci seront transférées dans les pays mêmes qui les recèlent, comment se comportera le capitalisme occidental ? Ne risque-t-il pas de périr d'asphyxie ?

Au début de ce siècle, Rosa Luxembourg avait insisté sur ce fait que l'existence de peuples sous-développés était nécessaire à la vie du capitalisme occidental ; elle en avait tiré, en ce qui concerne la cause des crises cycliques, des conclusions qui me paraissent erronées, mais le fait que, dans l'ensemble, le développement de l'Occident a largement dépendu du non-développement de l'Orient me semble incontestable. Le jour, qui est proche, où, grâce à l'aide de l'Occident, le non-développement de l'Orient ne sera plus qu'un souvenir, le jour où les pays encore présentement non-développés seront pleinement développés, le capitalisme occidental sera confronté avec une situation toute nouvelle, et il est difficile de prévoir de quelle manière il en sortira : par rajeunissement, par dépérissement, ou par effondrement ?

Cela dépendra sans doute beaucoup de l'état dans lequel se trouvera à ce moment le grand moteur interne de l'économie : l'invention. Si celle-ci connaît des floraisons nouvelles, obligeant la technique à constamment se renouveler, il pourra y avoir encore, sans doute, de beaux jours pour le capitalisme occidental ; mais si, au contraire, le génie inventif s'étiolé, l'asphyxie due à la disparition des débouchés extérieurs n'ayant plus la contre-partie des ballons d'oxygène apportés par les transformations techniques, sera sans doute sans remède. Et ce peut être alors la fin.

PREPARATION A LA SATELLISATION

Il n'est point une personne sensée, civile ou même militaire, qui ne se rende compte qu'actuellement une guerre, et tout particulièrement une guerre des puissances occidentales contre la Russie, ne puisse être conduite autrement que sous un commandement unique. Au temps des guerres essentiellement terrestres, et relativement lentes, comme en 1914 ou en 1939, on pouvait, à la rigueur, du même côté d'un même front, avoir des commandements séparés, mais au temps où nous sommes, au temps des guerres éclair conduites avec des moyens multiples et des armes dont certaines, les plus efficaces, sont si coûteuses que seules les plus grandes nations peuvent en posséder, prétendre conduire une guerre avec des armées distinctes soumises à des commandements différents, par une simple juxtaposition des moyens dont chaque pays dispose en propre, est pure folie. Dès 1942, lorsque les Alliés commencèrent leurs débarquements et que la guerre débuta sérieusement, le commandement unique s'imposa. Voyez-vous les débarquements de Normandie et de Provence, voire ceux d'Afrique et d'Italie, se faire sous autant de chefs que d'armées participantes : un commandant en chef américain, un commandant en chef anglais, un commandant en chef français !

Et cependant, c'est ce que nous propose pour l'avenir notre ineffable « chef d'Etat » ! Je sais bien qu'il est général, et que, comme disait ou à peu près Clemenceau, les militaires n'ont ja-

(1) Le développement de l'industrie américaine s'est effectué dans les mêmes conditions que celui de l'industrie européenne : tandis que cette dernière trouvait ses débouchés et ses matières premières en des colonies lointaines, les Etats du nord-est des Etats-Unis trouvaient les leurs aux Etats-Unis mêmes, dans les contrées non industrialisées, « non développées » de l'ouest et du sud. Pareillement, aujourd'hui, les gens de New-York, de Boston ou de Pittsburgh se trouvent devant le même problème que celui où vont se trouver ceux de Manchester, de Birmingham, de Liège ou de Lille, car l'ensemble du territoire des Etats-Unis est en train de se couvrir d'usines.

mais rien compris aux choses de la guerre. Mais tout de même !

Il enlève aux forces de Norstadt la petite portion de la flotte française qui leur avait été allouée, et lorsqu'on lui demande lors d'une conférence de presse s'il a l'intention de leur enlever aussi ce qui y reste encore d'armée et d'aviation française, il répond : « Vous verrez bien ! ». Ce qui veut dire : c'est tout vu !

M. de Gaulle veut donc faire sauter l'O.T.A.N. A vrai dire, je ne pense point qu'il y arrive. Je dirais même qu'il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'on soit bien content, au quartier général de Fontainebleau, de voir partir l'armée française. Celle-ci est une charge, beaucoup plus qu'un actif. Ce ne sont pas, en effet, les quelques vieux raffiotés de sa flotte méditerranéenne qui peuvent être d'une utilité quelconque à la puissante et ultra-moderne VI^e flotte américaine qui, depuis quinze ans, n'a pas quitté un seul jour la Méditerranée ; ce ne sont pas davantage les deux seules divisions françaises que la France laisse à la disposition de l'O.T.A.N. depuis les événements d'Algérie qui peuvent bien être d'un grand secours, alors que dès la fin de l'année prochaine l'Allemagne mettra douze divisions sous les ordres de Norstadt.

Si l'avantage que peut retirer l'O.T.A.N. de la participation de la France à ses forces armées est donc des plus minces, cet avantage entraîne pour elle en contre-partie une obligation fort lourde : il lui a fallu, en effet, concéder à la France une très importante participation dans l'état-major de Fontainebleau et notamment le poste de commandant en chef de toutes les forces du Centre-Europe, commandement le plus important après celui de Norstadt puisque ce sont ces forces qui auront à défendre l'Allemagne, les Pays-Bas et la France, qui auront donc à se battre là même où se situe l'enjeu de la guerre. Or, la France une fois hors de l'O.T.A.N., ce commandement essentiel pourra être attribué à un général non français, ce dont sans doute tout le monde s'estimera fort satisfait, car il est peu probable qu'Anglo-Saxons et Américains, chez qui la suprématie du pouvoir civil est un article de foi et où l'armée s'est toujours tenue rigoureusement à l'écart de la politique, puissent avoir conservé la moindre confiance dans les hommes d'une armée de pronunciamiento. L'armée de pronunciamiento s'en va ; bon débarras !

Ce n'est donc pas d'un point de vue strictement militaire que la décision prise par notre monarque est grave, c'est du point de vue politique, ou, plus précisément, des intentions politiques qu'elle révèle pour l'avenir.

L'absurdité du refus du commandement unique par quelqu'un qui a l'intention de combattre est telle que même de Gaulle n'a pas pu ne pas s'en apercevoir. Si donc il fait cette chose absurde c'est que, pour lui, elle n'est pas absurde, parce que, tout simplement, il n'a pas l'intention de combattre. Car pour celui qui a l'intention de lâcher ses alliés au moment décisif, il vaut certainement mieux ne pas avoir une armée intégrée, mais avoir conservé soi seul le commandement de ses soldats. C'est beaucoup plus commode pour négocier une reddition ! L'armée belge de Léopold III n'était pas intégrée...

Ce que nous envisageons le mois dernier concernant la manière probable dont nous semblait devoir se dérouler un conflit armé Est-Ouest tend donc à se trouver confirmé par la récente décision concernant la flotte française de la

Méditerranée. La France, place d'armes de l'Europe occidentale et réduit de sa défense, risque d'être la première à faire défection. Les temps de la satellisation approchent !

QUID DES RICHESSES PETROLIERES DU SAHARA ?

Le 15 mars dernier, l'agence américaine Associated Press publiait une dépêche datée d'Alger sur le contrat récemment passé entre la Standard Oil et l'Etat français pour des recherches de pétrole au Sahara dans le Grand Erg Oriental.

Voici la traduction de deux extraits de cette dépêche :

La Standard Oil Co. de New-Jersey a cédé à la pression de la France en acceptant de faire des recherches au Sahara, à ce que déclarent des sources bien informées.

Ces sources, disent que la compagnie américaine a peu de confiance dans le succès de l'aventure saharienne, mais qu'elle préfère donner satisfaction aux Français plutôt que de compromettre les affaires importantes qu'elle possède en France et dans les territoires français d'outre-mer.

Les pourparlers entre la Standard et les représentants de la France ont duré « plusieurs années » avant que la compagnie ne se résolve finalement à prospecter la région connue sous le nom de Grand Erg Oriental, dans la partie est du Sahara, à ce que déclarent nos informateurs dont l'identité ne peut être dévoilée.

Cet accord, qui est basé sur le partage des profits par moitié, a été le premier de cette sorte au Sahara. Les autres sociétés américaines qui opèrent déjà ici ont des conditions moins avantageuses.

Parmi les sociétés américaines qui prospectent différentes parties du désert situées au sud de l'Algérie où règne la rébellion, il y a une Newmont Mining, Cities Service, Sinclair et Philips Petroleum.

Dans les conversations privées, les agents de ces sociétés montrent du désappointement sur les résultats obtenus jusqu'à présent. Mais les sommes engagées par chacune de ces compagnies sont relativement faibles, à l'échelle américaine, et elles pourraient être facilement passées par profits et pertes s'il était nécessaire, à ce que disent ces Américains. Certains spécialistes du pétrole qui travaillent sur une base contractuelle au fameux gisement d'Hassi Messaoud prétendent que sur 27 puits productifs de la région, il y en a 7 qui produisent si peu qu'ils ne pourraient être considérés comme productifs aux Etats-Unis.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, le contenu de cette dépêche a été démenti par la Standard Oil, mais c'était un démenti qui s'imposait, même, et surtout, si c'était cette compagnie qui avait inspiré la dépêche.

La question reste donc entière : le gouvernement français bluffe-t-il, ou ne bluffe-t-il pas ? Est-on vraiment en présence, au Sahara, d'un champ pétrolifère immense, comme au Caucase, au Proche-Orient, au Texas ou au Venezuela ? Ou bien ne s'agit-il que de quelques poches localisées, comme on en trouve en maints endroits, et dont l'existence n'a qu'une importance locale et souvent éphémère ? Je ne possède malheureusement aucun élément pour en décider.

R. LOUZON.

CANARD AU CAVIAR

Les vieux qui lisent le « Canard Enchaîné » depuis plus de quarante ans, les jeunes qui trouvent dans les échos du « Canard » des révélations épicées que la presse ne donne pas, nous reprochent souvent notre réserve hostile à l'égard d'un hebdomadaire satirique, anticonformiste, qui mena, par des pointes d'humour, un combat salutaire contre la politique d'Union Sacrée pendant l'avant-dernière grande guerre.

Avant 1939, Galtier-Boissière et Henri Jeanson étaient sortis de cette maison avec un violent claquement de porte, parce qu'ils supportaient mal l'odeur d'une cuisine stalinienne. Mais c'est le passé. Le « Canard Enchaîné » n'épargne pas plus aujourd'hui Khrouchtchev qu'Eisenhower, pas plus qu'il n'épargnait autrefois Poincaré, Barrès et Gustave Hervé.

C'est possible. Peut-être avons-nous perdu le sens de la mesure, en même temps que celui de l'ironie ? Il nous semble que la réalité khrouchtchéviennne devrait inspirer davantage les humoristes que les pires aberrations occidentales. Il est vrai que cette réalité-là est peut-être encore trop meurtrière pour qu'on en rigole...

Mais pesons un peu les échos parus le 25 mars 1959. Il est vrai qu'en vingt lignes on reconnaît qu'il Berlin-Ouest ne pouvait vivre sans son « arrière-pays » ; en faire une zone franche comme le veut Moscou c'est obligatoirement le rattacher à l'Allemagne orientale. Déduction évidente.

Seulement, on a tort d'y ajouter deux petites queues frétilantes... D'abord, qu'il y a à Berlin-Ouest des bureaux de services spéciaux occidentaux dont on insinue — spirituellement — qu'ils sont des officines d'espionnage et de sabotage. Leur activité et l'hémorragie de techniciens, de médecins, d'ingénieurs (happés sans doute par de malfaisantes sirènes) empêchent la progression rapide de l'Allemagne de l'Est.

Si Nikita Khrouchtchev réussit, alors plus de sabotage, plus d'espionnage, plus de désertion. « avant deux ans, l'Allemagne de l'Est, grâce à sa remarquable planification, aura rattrapé l'Allemagne de l'Ouest ». C'est comme on vous le dit. La preuve c'est que « la production y est supérieure à ce qu'elle était avant 1939 ». Le « Canard » prend décidément ses lecteurs pour... des oies. De 1913 à 1954 (indices officiels) la production industrielle a triplé dans le monde. Par comparaison avec 1938, la production des Etats-Unis, en 1954, avait augmenté de 160 % — celle de l'Allemagne occidentale de 77 %. Et de 1954 à 1958 l'essor s'est accéléré notablement : pour l'Allemagne occidentale c'est du 136 %. Il faut reconnaître cependant l'efficacité magistrale du premier plan quinquennal (1951-1955) appliqué en Allemagne soviétisée. Il y eut au cours de l'année 1953 une exportation d'une densité unique dans l'histoire. Il est vrai... un peu spécialisée. 300.000 citoyens de cette terre promise et planifiée préférèrent au glorieux purgatoire la fuite dans un pays ravagé par la prospérité capitaliste. Sans doute subirent-ils les diaboliques séductions des officines occidentales... qui réussirent encore le 17 juin 1953 à affoler toute la population ouvrière de Berlin-Est, dressée contre ses chefs et les occupants russes, contre les valets et leurs maîtres, poussant le sacrilège jusqu'à jeter bas la statue du Dieu... de Staline lui-même.

Ce que nous ne savons pas (heureusement qu'il y a les révélations du « Canard »), c'est que l'Allemagne fédérale est au bord du gouffre... car elle doit exporter 50 % de sa production. C'est qu'on ne la fait pas... à un homme d'esprit, qui découvre lumineusement un phénomène vieux... comme la révolution industrielle du XIX^e siècle consacrant dès la fin du XVIII^e siècle la vocation impériale de l'Angleterre et au début du XX^e posant la question des rapports entre l'Europe du cheval-vapeur et l'Europe du cheval de trait...

Quant à Berlin-Ouest, dont la richesse apparente semble une véritable provocation à ceux

qui viennent de Berlin-Est... laissez-moi rire ! « Au minimum 300.000 chômeurs sur 2.500.000 habitants (la moitié de la population active) ». « Canard », tu ne voles pas assez haut. On comptait 350.000 chômeurs à Berlin-Ouest... en 1949, c'est-à-dire après le blocus de Berlin par les pauvres sabotés et espionnés de Moscou. En fin 1958 on en dénombrait 60.000... et s'il y en a 90.000 en ce moment, c'est à cause du chômage saisonnier dans la construction (« Le Monde » du 25 mars 1959). C'est encore très lourd. Berlin-Ouest coûte cher à l'Allemagne fédérale. Seulement cette charge est rentable (de 350.000 à 60.000 chômeurs), tandis que la décharge par Khrouchtchev... ce n'est pas le choix entre la servitude et la misère, c'est la servitude ET la misère.

Il est évident qu'un « Canard » bien français, épicé par des piments russes, vaut beaucoup plus à lui seul que 2.500.000 « boches ». Car ceux-ci sont vraiment imprévoyants et inconscients. Ne viennent-ils pas, à une écrasante majorité, de se prononcer pour le statu quo ? Mais en Allemagne soviétisée, c'est bien mieux. 98 % des électeurs ont approuvé le gouvernement. Voilà qui rappelle une bonne histoire du temps d'Hitler... un écho possible pour le « Canard »... Un enquêteur officiel interroge le patron d'une entreprise : « Combien de nazis parmi vos ouvriers ? » — Cent pour cent. — Bravo ». La conversation continue et l'enquêteur demande les pourcentages représentant l'influence des anciens partis dissous : « Approximativement : 60 % de socialistes, 30 % de communistes, 10 % de chrétiens-sociaux. — Mais alors, combien de nazis ? — Je vous l'ai dit : cent pour cent. Heil Hitler ! »...

Mais où le piment soviétique rend le canard indigeste, même peu appétissant, c'est dans l'écho sur Willy Brandt, le bourgmestre de Berlin-Ouest : « qui ressemble à Eddie Constantine et a une très jolie femme ».

« Un grand patriote antinazi authentique qui quitte l'Allemagne en 1934 et se fait naturaliser norvégien. Il revient à Berlin en 1945 et se fait re-naturaliser allemand, après sa démobilisation comme officier des armées norvégiennes d'occupation. »

Cela s'appelle en termes mesurés une spirituelle saloperie, cher « Canard » ! Et pas tout à fait efficace. Car hors de la basse-cour il est pas mal d'oiseaux sauvages et libres qui suivront avec sympathie ce noble Allemand, grand patriote comme le furent Armand Carrel, Victor Hugo... même le Jacques Sadoul (1) (de la belle époque), capables d'aimer assez leur patrie pour participer activement à la lutte contre les brutes qui la déshonorent.

Et voilà qui nous éclaire sur les entreprises de sabotage dénoncées par Khrouchtchev et... le « Canard ». Il s'agit de l'organisation, de la solidarité, internationale, antihitlérienne hier, anti-khrouchtchéviennne aujourd'hui.

On préfère ces... officines... à la casserole où bat encore des ailes un vieil oison déplumé.

R. H.

(1) Le Français Armand Carrel combattit avec les républicains espagnols contre les soldats du roi de France Louis XVIII. Le Français Victor Hugo invita les soudards de Bazaine et de Napoléon III à mettre bas les armes devant les républicains mexicains. L'officier français Jacques Sadoul, envoyé en mission à Moscou, se solidarisa avec la Révolution russe — celle d'octobre 1917, assassinée par Staline — alors que le gouvernement français de Clemenceau intervenait militairement contre la Russie de Lénine et de Trotsky.

Sadoul s'avilit ensuite dans la domesticité stalinienne. Mais les deux premiers, revenus en France, furent honorés par leurs compatriotes, comme Willy Brandt l'est par les siens.

Vieilles civilisations et forces neuves

Je ne suis pas toujours séduit par les productions littéraires de Serge Groussard. Il serait cependant injuste de lui nier les qualités d'un excellent journaliste. L'enquête qu'il a menée pour le « Figaro » auprès des grands leaders africains et asiatiques mérite de retenir notre attention. On peut même espérer qu'il en tirera un livre assez édifiant sur ce réveil des peuples longtemps soumis aux impérialismes européens.

Trois observations préalables s'imposent. Les peuples, dont les chefs ont répondu aux questions de Groussard portent tous le patrimoine de vieilles civilisations antérieures à l'Antiquité et au Moyen Âge européens : l'Éthiopie, la Corée, l'Indochine et l'Inde.

Groussard confirme lumineusement ce que nous avons affirmé, ici-même. Aucun de ces leaders, si peu sympathique qu'il nous apparaisse, ne doit sa formation et son rôle initial à une puissance étrangère à son peuple. Les « Quislings » hitlériens et staliniens « fabriqués » à Berlin ou à Moscou n'auraient jamais existé si Hitler ou Staline ne l'avaient pas voulu.

Le négus d'Éthiopie : Haïlé Sélassié, le Président coréen Singmann Rhee, le Président vietnamien Diem, et a fortiori : Nehru ne sont pas sortis d'offices occidentales. Pas plus d'ailleurs que Ho Chi Minh et Mao Tsé Toung ne sont des Quislings soviétiques. On s'égarait à ne pas le reconnaître avant tout débat.

Enfin — argument péremptoire à opposer aux « civilisateurs » socialistes — ces quatre leaders représentent non la stagnation dans un passé réactionnaire, mais au contraire un effort pour adapter la civilisation moderne à leurs vieux peuples. Qu'ils aient plus ou moins tendance à subordonner le progrès social aux nécessités de leur pouvoir, il n'en reste pas moins qu'ils veulent tous consolider celui-ci par le progrès économique. C'est bien là un mouvement irréversible que rien ne peut plus arrêter. En Asie et en Afrique, ce sont les vieux colonialismes européens — même si on leur accorde d'avoir créé les conditions favorables à la libération de leurs colonies — qui représentent actuellement la pire des réactions, qui ne peuvent se survivre qu'en maintenant des institutions archaïques.

L'ENNEMI DE MUSSOLINI

Haïlé Sélassié d'Éthiopie qui représenta en 1935 la résistance à Mussolini, semblait soutenu par l'opinion anglaise et française, sauf par ceux qui voulaient « neutraliser » le second italien (réminiscence instructive). La victoire de 1945 lui a rendu son Empire et le respect au moins formel des Occidentaux.

Ses propos (1) cependant ne sont pas d'un « client » qui loue ses patrons. Il nous ramène à 1896, lorsque son oncle Ménélik II, vainqueur des Italiens, tenta de créer des structures et des institutions modernes. Il ajoute :

« Il avait à combattre un passif terrible. Les nations occidentales qui eussent dû faire bénéficier notre peuple de leurs leçons et de leur aide ne s'intéressaient à nous que pour tenter soit de nous exploiter, soit de nous dévorer. »

Serge Groussard espère une réponse apaisante à cette insidieuse question : « Iriez-vous jusqu'à dire qu'il y avait des liens de solidarité entre les nations occidentales, dès lors qu'une poire semblait, pour l'une d'entre elles, mûre ? »

La réponse tombe comme un verdict :

(1) « Le Figaro », les 25 et 26 mars 1959.

« Sans aucun doute ! Ce XIX^e siècle, que l'on a appelé le siècle des lumières, fut pour les peuples les moins évolués le siècle de l'oppression.

« Il y avait une répartition tacite des zones d'influence. En décembre 1908, un traité anglo-franco-italien a été signé à propos de l'Éthiopie. Les trois puissances occidentales s'engageaient à respecter notre intégrité territoriale, mais en même temps elles se partageaient d'avance tout simplement notre pays, tant au point de vue politique qu'économique. »

On évoque Jean Jaurès proclamant à Lyon-Vaise le 25 juillet 1914 : « La France a dit à l'Italie : tu peut aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc. Tu peux voler à un bout de la rue, puisque moi j'ai volé à l'autre extrémité. »

On croyait qu'en 1935 les sanctions décidées par la Société des Nations contre l'agresseur avaient été sinon efficaces tout au moins de la nature des bonnes intentions... qui pavent l'Enfer. Le négus nous détrompe. La Société des Nations l'invita à s'entendre avec Mussolini. La France refusa de laisser transporter les armes sur la voie ferrée de Djibouti à Addis-Abéba. L'Angleterre refusa toute licence d'importations d'armes. Enfin Pierre Laval et Samuel Hoare signèrent le honteux accord — que Mussolini connut certainement — rejetant a priori toute intervention contre l'Italie. Samuel Hoare fut chassé du Foreign Office par l'opinion publique anglaise. Laval resta au pouvoir en France jusqu'au début de 1936.

Ce que nous apprenons et qui ne devrait pas nous surprendre : c'est que l'Allemagne hitlérienne, qui officiellement soutenait Mussolini, ravitailla clandestinement en armes les troupes éthiopiennes. C'est qu'aujourd'hui c'est l'Allemagne qui offre le plus de bourses aux étudiants éthiopiens.

On pourrait commenter les vues du négus sur l'avenir éthiopien, en particulier sur la réalisation d'une fédération englobant la Somalie avec l'Éthiopie et l'Érythrée, sur le problème du Nil qui porte en Égypte les eaux et les terres abyssines... Contentons-nous de noter la sagesse de cet empereur « noir », caricaturé par des Blancs « spirituels ». Sans doute a-t-il peu d'illusions sur les Européens. Certains amis étrangers des belles années lui ont causé de grandes déceptions (deux exceptions citées : le Français Gaston Jèze et l'Américain Everett Colson) ; ses alliés anglais n'ont pas toujours joué le « fair play » ; les préjugés colonialistes persistent.

Cependant, malgré sa haine du fascisme, Haïlé Sélassié non seulement interdit toutes représailles contre les 40.000 Italiens demeurés en Éthiopie, mais encore veilla à leur subsistance.

L'Éthiopie chrétienne, depuis le haut moyen âge, encerclée et menacée par des peuples païens ou musulmans, garda son indépendance religieuse « malgré la chrétienté occidentale ». « Cependant, déclare le négus, il ne faut jamais oublier que nos compatriotes musulmans sont nos frères. Ce sont seulement les intérêts et la propagande de l'étranger, colonialistes et autres, qui cherchent vainement à créer un problème religieux en notre pays, où les religions se respectent mutuellement. »

UN NATIONALISTE EXASPERÉ

Singman Rhee, le président coréen, qui gouverne la Corée du Sud (2), n'a certes pas gagné notre sympathie. Avant la guerre de Corée, il apparaissait comme un politicien réactionnaire et tyrannique. Nous avons rappelé qu'il fallut la pression des États-Unis

(2) « Le Figaro » des 29 et 30 mars 1959.

allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, pour l'obliger à respecter les règles démocratiques et à organiser des élections qui auraient abouti à son éviction du pouvoir... si le vassal de Staline n'avait franchi le 38^e parallèle, en juin 1950.

Il est donc totalement faux de le représenter comme un agent des Etats-Unis. En réalité, il s'agit d'une personnalification d'un nationalisme forcené aussi antijaponais qu'antirusse et même antichinois. Il s'est formé dans l'opposition à l'annexion japonaise, perpétrée dès 1905, à la suite de la guerre russo-japonaise, avec le consentement des Etats-Unis et de l'Angleterre. (La Corée, pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, était une royauté vassale de l'Empire chinois.)

Syngman Rhee exilé pendant quarante ans en Amérique n'est revenu dans son pays que le 16 octobre 1945, et il fallut encore de longues tergiversations pour que le gouvernement de Washington lui accorde le droit de retour en Corée.

Faut-il ajouter qu'il n'a pas accepté la paix de 1953 qui maintient la division du pays, qu'il se dresse encore contre le Japon, qui « ne respecterait pas l'indépendance coréenne » et envisagerait de rapatrier en Corée du Nord ses compatriotes émigrés au Japon, dont il conteste la volonté de revenir dans les territoires soumis au gouvernement vassal de Moscou.

Ce nationalisme forcené obéit à sa logique interne. Syngman Rhee affirme la volonté d'agression des Russes. Il reste convaincu que l'armistice de 1953 n'ayant rien résolu prépare une nouvelle guerre. La Corée du Sud vit donc dans des conditions pires que celles de Formose. Privée de tout son équipement industriel, ayant subi une guerre qui a sacrifié 300.000 soldats et environ 1 million de civils et laissé des ruines pas encore réparées, supportant avec ses 18 millions d'habitants la charge de 4 millions de réfugiés de Corée du Nord, la Corée du Sud doit entretenir une armée de 700.000 hommes et consacrer la moitié de son budget à sa sécurité militaire.

Cependant le Président proclame que la Corée du Sud reste une démocratie, avec des partis politiques rivaux et une totale liberté de la presse.

Là aussi, on pourrait commenter. La Corée ne peut économiquement se suffire à elle-même. Par sa situation, elle peut apparaître aussi anormale et anachronique que Formose, Berlin-Ouest, le Vietnam et le Tibet (tel qu'il était avant l'agression chinoise de ces derniers jours). Seulement, ces survivances bloquent en des points décisifs la vague totalitaire. Ce qui appelle l'attention vigilante.

ENTRE HO CHI MINH ET LA FRANCE (3)

Le rôle du Président Diem du Vietnam intéresse particulièrement les Français. C'est encore une personnalité méconnue. On l'a présentée comme un agent de la puissance colonisatrice, un homme de l'ex-empereur Bao Daï qui, corrompu par les dollars, avait trahi ses protecteurs.

En fait, Diem, né d'une famille de riches mandarins, élevé dans un catholicisme rigoureux, se serait préparé dès l'enfance au rôle de chef nationaliste. Premier ministre d'Annam à trente-deux ans, il tenta vainement d'obtenir des réformes des protecteurs français, dont il semblait avoir accepté l'autorité. Il démissionna, refusa en mars 1945 de présider le gouvernement que l'empereur Bao Daï, reconnu par le Japon chef d'un Etat indépendant, voulait constituer, proclama « que l'indépendance doit être conquise et non donnée », préféra la prison à l'alliance avec le Viet-Minh communiste qui avait fait assassiner son frère et brûler sa maison.

Ces précisions que Groussard apporte ne déterminent pas notre conviction. Il semble établi cependant que Diem tenta de créer un Front national unifié

(3) « Le Figaro » des 23 et 24 mars 1959.

qui n'eut guère de succès au Viet-Nam. C'est alors qu'il passa le Rubicon. Cet homme qui avait voulu, contre le Viet-Minh, représenter l'opposition à la puissance coloniale, en appela à cette même France contre le communisme. Repoussé, il s'adressa aux Etats-Unis sans plus de succès.

Il attendit. Après Dien-Bien-Phu, alors que s'ouvrait la conférence de Genève, il obtint en juillet 1954, de la France qui imposa son choix aux Etats-Unis le poste de premier ministre du Sud Viet-Nam. On n'a pas oublié qu'il détrôna Bao Daï l'année suivante et qu'il rompit définitivement avec la France.

Comme dans le cas de Syngman Rhee, de tels antécédents ne provoquent guère notre sympathie. Ho Chi Minh fut des nôtres comme Messali Hadj l'est encore. Diem est aussi éloigné de nous par sa formation et ses tendances que Syngman Rhee, le sultan du Maroc, les dirigeants du F.L.N. et Nasser. Mais il représente comme ceux-ci une nation qui se réalise. Et comme ceux-ci il s'oppose aux impérialismes européens, tandis que le Viet-Minh accroche le peuple qui le subit à l'impérialisme knouto-chinois.

Cependant la situation ressemble à celle de la Corée. C'est au nord que se trouvent les centres miniers et industriels. Diem confirme ce que nous avons souvent affirmé ici : que le colonialisme s'opposait à l'industrialisation du pays, réduit à l'exportation des matières premières, à l'importation des produits fabriqués. Et cependant le Sud Viet-Nam doit aussi supporter la charge d'un million de réfugiés du Nord. Peut-il évoluer vers un régime démocratique ? Là encore, Diem souligne les responsabilités de l'administration française qui avait placé à tous les échelons des « comparses sans lien avec la nation ». D'après lui, la démocratie ne sera possible que lorsqu'on aura reconstitué l'ossature morale du pays ; aussi lorsque la menace du Nord n'imposera plus un état de guerre.

Mais ce catholique austère et autoritaire parle comme tous les chefs asiatiques « valables » : « La révolte de l'Asie réside en ceci que nos peuples ne veulent plus être humiliés et traités en peuples inférieurs, ne veulent plus souffrir aussi terriblement de la faim, de la maladie, de l'entassement, de l'analphabétisme. Elle est tout à fait justifiée. Et je dis ceci : ou l'Occident comprendra nos besoins et leur angoissante urgence, ou il donnera aux forces du Mal d'immenses avantages. »

LE SAGE DE L'INDE (4)

Est-ce intentionnellement que Groussard a terminé son enauête par les propos de Nehru ? Il faudrait l'en féliciter. Nehru domine tous les autres chefs d'Etat d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Même teinté de spiritualisme, le socialisme qu'il affirme et qui entend respecter l'homme ne nous paraît pas imperméable au nôtre.

On accepte sa condamnation du capitalisme de l'entreprise individuelle — sa critique du marxisme aujourd'hui décaissé — son aspiration à l'équilibre moral qui quérira l'homme d'aujourd'hui des aberrations de l'apprenti sorcier. On comprend la prudence avec laquelle il parle des religions (il n'est pas religieux), des systèmes idéologiques et politiques, de l'expérience chinoise. On lui accorde que ce sont les hommes et non les idées qui peuvent être dangereux.

Ce qui hausse Nehru au-dessus des autres, c'est qu'il veut suivre patiemment l'évolution de son peuple, sans renier l'idéal qu'il a servi, aussi sans s'inclure dans un nationalisme exclusif. La « R.P. » s'honore d'avoir mis en relief Nehru, disciple de Gandhi, alors qu'il était proscrit puis prisonnier d'Etat (5). Mais l'hommage que nous lui rendions

(4) « Le Figaro » des 1^{er} et 2 avril 1959.

(5) Dans la série d'avant-guerre. On y a cité aussi pour la première fois en France, le Vietnam et le Vietminh.

alors, nous le devons aux révolutionnaires authentiques, victimes de Staline et de ses héritiers. Nehru veut distinguer entre les communistes : dangereux ou utiles, positifs ou destructeurs selon les pays, les régimes, les époques... A qui le sage indien applique-t-il ce terme ? Quels sont ceux qui portent encore à travers le monde le message révolutionnaire de 1848 et de 1917 ? Moralement, on peut nuancer son jugement et dissocier les corrompus des fanatiques, les dupes des Jésuites rouges. Mais ce sont bien ceux-ci qui mènent le jeu. Et ils sont tous identiques, tous soumis aveuglément au maître de Moscou. Nehru

le sait sans nul doute. Le Thibet ranime le souvenir de la Hongrie, et il entend à ses frontières les pas cadencés qui écrasaient au centre de l'Europe les imprécations des martyrs.

Ce n'est pas son ponce-pilatisme forcé qui nous trouble. Ce sont les défaillances de sa sagesse et de sa vertu qui lèvent en nous l'angoissante prévision d'une Asie dont la légitime révolte pourrait, par la malfeasance ou l'impuissance de l'Occident, par la résignation craintive ou hautaine des plus grands Asiatiques, aboutir à la plus désespérante des servitudes.

R. HAGNAUER.

Réflexions sur le "Journal d'un ouvrier"

Car l'esprit ouvrier, à peine ses yeux sont-ils ouverts, revient à son « Je pense », tout comme Descartes. Il tient bon là ; il se forme une idée juste de ce que c'est qu'une vie humaine ; et cette idée est qu'il ne faut pas attendre de tout comprendre pour vivre en homme. Cette idée est en marche, et le moindre progrès de la connaissance l'éclaire un peu plus. Et c'est pourquoi l'idée de rationalisation, qui porte la marque des brevetés, a trouvé, contre l'attente des rois de ce monde-là, une résistance. Le citoyen riveur et le citoyen ajusteur ont dit : « Produire n'est pas le tout ; et aussi bien votre édifice industriel s'écroule par le haut, ce qui prouve que vous êtes bien loin de connaître assez pour légiférer. Humanité et justice valent mieux que puissance ; et puisque vous nous consultez, nous allons dire, non ce que nous savons, mais ce que nous voulons. C'est à vous, les rois, de vous en arranger. »

ALAIN (1931)

Ce journal de deux années, 1956-1958, est paru aux Editions de Minuit. Un mot d'abord sur l'auteur, Daniel Mothé, un métallo. Il y a parmi les métallos des manœuvres, des ouvriers spécialisés, O.S., et des ouvriers professionnels. Daniel Mothé est un de ceux-ci ; il est P.2, c'est-à-dire professionnel de la catégorie moyenne, dans un atelier d'outillage, chez Renault. Il est d'autre part un des animateurs du petit groupe marxiste « Socialisme ou barbarie ». C'est dire que, par les livres et les discussions, cet ouvrier, qu'il le veuille ou non, est aussi un intellectuel. Il sait mettre par écrit ce qu'il pense et ce que pensent ses camarades.

Racontant la grève du 25 octobre 1957, dont on retrouve dans ce livre un récit malheureusement abrégé, il disait : « *Qu'est-ce que je suis dans tout cela ? Celui à qui on demande de faire marcher sa tête ou sa plume pour dépatouiller la situation. Je fais marcher ma tête et l'on me dit : « ça va », ou bien : « ce n'est pas ça qu'il faut dire, c'est ça ». Et je refais marcher ma tête et ma plume.* » Intellectuel — et il sera bon de le rappeler aux intellectuels de la « petite gauche » qui reconnaîtront sous cette plume leurs mots, leurs problèmes, et pourront être entretenus dans l'illusion qu'ils se donnent, salariés, d'appartenir à la classe ouvrière. Ils n'en sont pas sûrs, ils aiment se le dire, et c'est faux.

LA CONDITION OUVRIERE

Mais il y a aussi dans ce livre tout ce qu'il faut pour détruire une telle illusion. Mettons que Daniel Mothé est un intellectuel qui sait de quoi il parle — espèce rare — ou qu'il est devenu un intellectuel sans cesser d'être un ouvrier. La condition ouvrière, son « Journal » la définit avec la plus grande netteté. Elle ne peut pas être définie seulement par le niveau des salaires. Et elle n'est nullement mise en question, aux yeux de Mothé, par les revendications syndicales :

« *L'ouvrier, comme consommateur, est maintenu à un rang de machine ; il a les mêmes besoins qu'elle : alimentation, entretien, repos. C'est sur cette base essentiellement bourgeoise que se place le*

syndicat. On discute interminablement pour savoir si le repos et l'alimentation de l'ouvrier sont suffisants et on mettra pour cela à contribution les techniciens de la machine humaine, médecins, psychologues, neurologues, etc. Les syndicats polémiquent pendant des mois pour faire admettre au patronat et au gouvernement que l'on doit remplacer la balle de tennis par le ballon de football dans les 213 articles du minimum vital. Mais l'ouvrier a beau manger des biftecks, et même avoir la télévision et son automobile, il reste dans la société une machine productive, rien de plus. Et c'est là sa vraie misère. »

Voilà ce qu'on lit au début du « Journal d'un ouvrier ». Et vers la fin, à propos du balayeur :

« *Il n'est pas politisé et, peut-être parce qu'il est en plus un Africain, il ne perd pas de vue les aspirations humaines les plus élémentaires. Il est plus révolté que les autres d'être considéré comme un robot. Il dit que ses cheveux blanchissent et qu'il voudrait partir de là avant qu'ils ne soient complètement blancs. C'est le système de vie qu'on lui impose qu'il refuse. Gagner un peu plus ou un peu moins, ce n'est pas le grand problème pour lui. « On se fout de moi, dit-il, parce que je suis manœuvre, mais ceux qui se moquent sont aussi idiots que moi. Quand j'arrive le matin, ils sont là aussi, à pointer leur carton, comme moi. Quand j'ai sommeil, et que je me frotte les yeux, eux aussi ils ont sommeil. Ils restent ici autant de temps que moi jusqu'au soir. Alors ? Ils gagnent un peu plus que moi parce qu'ils sont professionnels, mais ils ne peuvent rien faire d'autre que venir tous les jours, comme moi, et faire la même chose comme des idiots, sans savoir pourquoi ». Il répète : « Ils se croient plus malins, mais ils sont comme moi ». Et, pour se consoler : « Ils en savent tous, comme moi. »*

De ce point de vue, si aujourd'hui comme hier quelque chose peut dans une certaine mesure arracher l'ouvrier à sa condition, c'est une diminution de la durée du travail. Autrefois cela sautait aux yeux : lutte pour la journée de 8 heures, lutte pour la semaine de 40 heures. Mais depuis la guerre on a

pris les ouvriers au piège des heures supplémentaires. Dangereux obscurcissement de la conscience de classe, pour ne pas dire de la conscience tout court.

RATIONALISATION ET DEBROUILLAGE

Ce qui fait qu'aujourd'hui plus que jamais l'ouvrier sent sa vie lui échapper, du moins dans cette trop durable part qu'en prend son gagne-pain, c'est la rationalisation. On le sait pour l'O.S. On peut apprendre par le « Journal » de Mothé comment cela devient vrai, dans des usines comme l'usine Renault, pour l'ouvrier qualifié lui-même. La part d'initiative qu'on lui laisse dans son travail est de plus en plus réduite. Mais Mothé montre en même temps que cette rationalisation est une mystification :

« Quand la Direction présente un schéma rationnel de l'usine, n'importe qui est enclin à le considérer comme vrai. Notre atelier figure en bonne place dans ces schémas. Pourtant, à notre niveau il nous est difficile de parler de rationalité. Ce que nous percevons est même la négation de tout plan organisé ; en d'autres termes, c'est ce que nous appelons le bordel. »

Ce n'est qu'en apparence que tout est réglé d'en haut, pour le mieux, jusque dans le plus extrême détail, que rien n'est laissé au hasard. Rien n'est possible que parce que les ouvriers, dans chaque atelier, « se débrouillent ». En voici un exemple parmi d'autres : « ...la multiplication des intermédiaires qui nous séparent du stock d'outillage et des affûteurs est pour nous un obstacle permanent. Nous le surmontons en créant nous-mêmes une espèce de magasins plus ou moins clandestin où nous stockons pour nous et pour nos camarades les outils adéquats que nous nous sommes procurés. Encore une fois nous avons, le faisant, court-circuité l'organisation de l'usine ; encore une fois nous sommes en faute ; mais ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons travailler. » La manière même dont l'industrie est illusoirement organisée, planifiée, rationalisée par les « managers » finit par conduire les ouvriers, pour la production mais contre la Direction, à reprendre une petite part de l'initiative qu'on leur a ôtée et dans une petite mesure à organiser eux-mêmes leur travail. La guerre des classes éclate jusque dans les opérations du travail d'usine. Et Mothé ne nous laisse pas prendre les vessies de la bureaucratie pour les lanternes de la rationalisation.

GUERRE AUX SYNDICATS

De même qu'il y a une mystification de l'organisation industrielle, il y a aux yeux de Mothé une mystification de l'action syndicale. La bureaucratisation des syndicats est allée de pair avec la bureaucratisation des entreprises. Croissance. Slérose. Chez Renault les rapports de l'ouvrier avec la direction de son syndicat sont du même genre que ses rapports avec la direction de l'usine : « ...l'ouvrier, s'il ne sait pas ce qu'il fabrique, s'il ignore comment on préserve son corps des accidents, doit aussi ignorer comment on défend ses propres intérêts auprès de la Direction. »

Aujourd'hui le délégué est moins le représentant des ouvriers que le représentant du syndicat. Une sorte de contremaître. On objectera qu'il n'en va pas ainsi dans les petites entreprises, que les sections syndicales peuvent y être vivantes. Mais peut-il en être autrement au niveau fédéral et confédéral ? Dans une société en proie à la bureaucratie, la défense de leurs intérêts échappe autant aux ouvriers que l'organisation de leur travail. Et la

concurrence des syndicats (chez Renault : le syndicat C.G.T., le syndicat F.O., le syndicat C.F.T.C., le syndicat indépendant, d'inspiration gaulliste) accentue cette situation. On n'est pas mieux servi, ouvrier, par les syndicats que, citoyen, par les partis à l'égard desquels la « R.P. » nourrit une si juste méfiance. Le syndicat, qu'il soit ou non l'annexe d'un parti, doit-il être mis dans le même sac ? C'est ce que pensent Daniel Mothé et ses camarades du groupe « Socialisme ou barbarie ». La part faite de l'esprit de système, il faut comprendre que ce n'est pas sans sérieuses raisons. Je ne dis pas que ces raisons soient sans réplique. Je dis qu'elles méritent examen et qu'il ne faut pas répondre à côté.

LA DEMOCRATIE OUVRIERE

Que faire ? Il est une formule de Pelloutier que tout le monde sait par cœur à la « R.P. » et à laquelle Mothé souscrit : « poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ». S'il faut en croire Mothé, ce que sont devenus les syndicats les rend incapables d'accomplir ce que le syndicalisme révolutionnaire se proposait le 1^{er} mai 1895. On en peut discuter. Mais telle est bien l'œuvre à laquelle il faut se remettre.

La démocratie ouvrière ne peut être la fin si elle n'est le moyen. Il importe que dans la marge d'action qui leur reste les travailleurs ne laissent rien soustraire à leur propre jugement et à leur propre volonté, qu'ils ne laissent personne se substituer à eux. Il importe que tous pensent, que tous s'expriment, que tous décident :

« Certains d'entre nous s'étaient ingéniés à réveiller l'esprit critique et à redonner à nos camarades le sens de leur responsabilité. L'arme redoutable que nous avions tenté d'introduire partout, c'était la discussion, la critique des ordres des organisations syndicales. Et cela n'avait pas créé la division entre les ouvriers, mais bien au contraire ressoudé leur unité. Nous étions donc arrivés à une conclusion qui peut paraître paradoxale à tous ceux qui portent aux nues le crétinisme bureaucratique. Cette conclusion peut s'exprimer ainsi : pour qu'un ordre puisse avoir la chance d'être exécuté, il doit passer par le crible de la critique des ouvriers. »

Conclusion réconfortante, mais qu'il ne faudrait peut-être pas tirer trop vite. On ne doit pas remettre à plus tard de s'engager dans ce chemin, mais il ne faut pas laisser croire qu'il soit aisé, ni court. Il est certain qu'à la longue l'efficacité ne peut que gagner à la critique. Mais cela n'apparaîtra pas toujours dans l'immédiat. C'est sans crainte de renoncer à l'efficacité immédiate, et par un effort de longue haleine, que doit être réveillée la critique ouvrière.

Mothé écrivait, au moment de la grève du 25 octobre 1957 aux usines Renault : « La démocratie ouvrière, ce n'est pas une morale, c'est une méthode, — et la seule méthode efficace ». Si elle est la seule méthode efficace, tant mieux, mais elle est aussi une morale, et c'est en étant d'abord une morale qu'elle peut être une méthode.

Cet esprit critique inséparable du sens de la responsabilité, son « Journal » nous en montre les assoupissements et les réveils. On y voit ses camarades, ceux de son atelier et ceux des chaînes, au moment d'une grève ou d'une autre, du rappel des disponibilités, de l'insurrection hongroise, des événements du 13 mai. On les voit travailler, aller pisser ou se laver les mains, débrayer, s'engueuler, rire, se résigner ou se ressaisir — vivre.

Georges LAMIZET.

Un exemple de coexistence pacifique

Le 4 décembre, le ministère de K.A. Fagerholm démissionnait. La crise avait éclaté au sein même du cabinet au moment où les représentants du parti agrarien, le ministre des Affaires extérieures Virolainen en tête, avaient décidé de se retirer de la coalition formée après les élections de 1958. Les circonstances et les péripéties de cette crise gouvernementale, qui ne s'est terminée que le 14 janvier 1959, sont particulièrement instructives pour ceux qui désirent comprendre ce que signifie la coexistence amicale avec l'Union Soviétique.

Le gouvernement, où les socialistes étaient majoritaires, fut renversé par ordre de Moscou, bien qu'officiellement cela ne fût jamais proclamé. Pour comprendre l'opération, il faut connaître la situation économique du pays. Comme conséquence du « Pacte d'amitié et d'aide mutuelle », signé en 1948, le commerce extérieur finlandais est intimement dépendant de l'Union Soviétique. La tendance inflationniste conduisit la Finlande à une grave crise économique et à un chômage considérable, bien avant que la même évolution afflige les autres pays nordiques. Au moment où cette crise secouait la Finlande en 1958, pendant l'été, l'ambassadeur russe quitta Helsingfors sans motiver son départ. Le diplomate était parti et il ne revint pas. Avec lui avait disparu l'espoir de pouvoir conclure un nouveau traité commercial.

Bientôt, les difficultés surgirent dans le domaine des exportations de marchandises habituelles. La capacité soviétique d'absorber certaines quantités de produits — figurant dans les nomenclatures du traité commercial ancien — se réduisit jusqu'à disparaître ou presque. Il en résulta un chômage tel que l'hiver se présenta menaçant pour le peuple finlandais. Et les communistes, qui possèdent une grande influence au Parlement et dans le mouvement syndical, mirent la situation à profit en lançant une campagne de meetings avec le mot d'ordre « Pain et travail ». Ainsi, la population fut informée qu'il s'agissait en fin de compte d'un problème de mauvais gouvernement. Pour éviter que la population ne sombre dans la misère, le gouvernement devait démissionner.

C'est alors qu'entra en scène le Président de la République, Urho Kekkonen. Le Président est l'ancien dirigeant du parti agraire, et nombreux sont ceux qui estiment qu'il continue à l'être officiellement. Il apparut rapidement que les agrariens étaient considérés comme l'instrument adéquat pour appliquer et défendre la politique « indépendante » de la Finlande. En effet, les agrariens firent éclater le gouvernement. Ils le firent évidemment en accord avec le Président qui en avait reçu l'ordre. Les *Izvestias* publièrent un communiqué : « Le gouvernement a été obligé de démissionner sous la pression des masses. »

Nous avons ici un parfait exemple de tactique bolchévique.

Le 10 décembre, le Président Kekkonen prononça un discours adressé à la nation. « Notre intérêt national exige le rétablissement de la confiance entre nous et l'Union Soviétique, déclara l'orateur, et il faut que nous atteignons le même degré dans la confiance qui caractérisait nos relations l'an dernier, au moment où a été conclu le pacte de Porokala, et lors des négociations de l'été passé. » Ce discours établissait donc que les relations entre Moscou et Helsingfors s'étaient détériorées. Nul ne savait pourquoi ni comment. Cependant, la propagande communiste affirmait que le gouvernement renversé avait abandonné la ligne politique du défunt Président Paasikivi. Kekkonen lui-même définit cette ligne en citant les paroles de son prédécesseur : « Plus jamais, à l'avenir, notre politique extérieure ne devra être dirigée contre l'Union Soviétique, et il est indispensable que notre voisin

oriental soit fermement convaincu que c'est là notre intention. »

Le Président Kekkonen déclara qu'au cours de son voyage en Russie, en été 1958, « les dirigeants soviétiques » s'étaient montrés très fâchés de la publication de certains livres édités en Finlande et de certains articles parus dans la presse finlandaise. Mais Kekkonen souligna également que « le gouvernement qui vient de démissionner n'a pris aucune décision qui aurait pu indiquer une nouvelle orientation de notre politique extérieure ».

Aussitôt après, il déclara : « Mais étant donné que notre voisin, en raison d'autres phénomènes observés en Finlande, et dont j'ai signalé la nature à l'instant, ne nous accorde plus pleine confiance, et du fait que nos assurances n'ont servi à rien, il y a lieu de reconnaître un fait qui ne peut disparaître, que nous le considérons comme un secret ou que nous le niions. »

Dans le même discours, le Président mit en évidence qu'il était impossible d'ignorer les réalités de la politique mondiale. « Nous pouvons parler de nos droits de vivre dans notre pays comme il nous plaît, mais dans ce cas, nous devons également être prêts à subir les conséquences de cette attitude. »

Il a été dit que ce discours « purifia l'atmosphère » en Finlande. C'est une interprétation que nous pouvons faire nôtre en ce sens que le Président admit qu'il se trouvait sous la pression d'une puissance étrangère. La Finlande a le droit de mener sa politique et le peuple finlandais a le droit de désigner son gouvernement, mais cette politique et ce gouvernement doivent accepter les volontés de Moscou. La Finlande ne reçut aucune note spécifiant les exigences russes au cours de la crise. L'Union Soviétique n'intervint pas dans la politique intérieure d'un Etat indépendant. Moscou se contenta d'étrangler la population « indépendante », de la condamner à la faim et d'attendre tranquillement le résultat de cette discrète indication.

Il est impossible de relater ici tous les détails de la complexe crise finlandaise. Mentionnons le fait que lorsqu'il apparut impossible de constituer un nouveau gouvernement par les méthodes parlementaires normales, le Président tenta de proposer lui-même un cabinet. Les partis ne voulaient pas accepter un ministère présidentiel et les socialistes majoritaires, comme les libéraux, qui étaient représentés au sein du gouvernement renversé, s'opposaient résolument à cette solution. Placé dans une situation plutôt difficile, le Président se vit obligé de reprendre le jeu « sous la table », en se servant de divers hommes politiques agrariens pour peupler la scène.

Pour Kekkonen, il ne s'agissait pas seulement de former un ministère — tâche déjà difficile du fait des profondes contradictions entre les différents partis — mais encore de constituer un gouvernement qui pût être reconnu par Khrouchchev. A aucun moment ne fut révélée la composition ministérielle désirée par Moscou. Sans doute les Russes ne voulaient-ils pas de communistes au gouvernement (le P.C. détient, depuis les élections de 1958, 48 des 200 sièges au Parlement). Les socialistes modérés et le parti populaire de la minorité suédoise y étaient également opposés. Ce qui était essentiel pour le Kremlin, c'était l'éviction des socialistes, de façon à empêcher la défense des intérêts de la population et à éviter une solution à la crise économique. Moscou ne voulait pas d'assainissement économique, ni de stabilisation du jeu démocratique; il s'employa à fond pour empêcher l'un et l'autre. Cela pouvait être couvert par une justification « doctrinale » : la Finlande est un pays capitaliste dont le régime doit s'effondrer en raison des contradictions intérieures et sous la pression du mécontentement populaire. La misère et l'insé-

curité sociale offrent un terrain idéal aux activités de la cinquième colonne communiste.

Il est utile d'observer le gouvernement qui reçut finalement l'approbation de Khrouchtchev. Première remarque : les agrariens forment seuls le nouveau ministère, avec un ministre des Affaires extérieures du parti populaire suédois comme otage. En ce sens, Kekkonen est parvenu à former son cabinet « présidentiel ». Les agrariens servent d'instrument pour l'application d'une politique que la population rejette, mais qui leur est imposée. La deuxième remarque porte sur le fait que le parti agrarien est le groupe politique le plus réactionnaire. Il porte encore les traces du fameux mouvement fasciste « Lappo ». Les agrariens ont tout fait pour s'opposer aux impératifs du progrès technique; ils se sont toujours bornés à défendre leurs intérêts de clan. Ce sont eux qui ont le plus contribué à aggraver la crise, tant sur le plan politique que sur le plan économique.

C'est ce parti qui a la sympathie de Moscou. Et le gouvernement de K.A. Fagerholm, qui était sans doute le meilleur des gouvernements possibles, compte tenu de la situation actuelle de la Finlande, a été sacrifié pour les intérêts de la « patrie du socialisme ».

Finalement, la crise a eu un épilogue digne de ses débuts. Le 21 janvier, le Président Kekkonen a été invité à Léninegrad, à l'improviste. Ce fut un voyage « spécial », décidé en hâte. « Par hasard », Khrouchtchev se trouvait à Léninegrad le jour où arriva Kekkonen. Le chef du gouvernement russe offrit un banquet et porta les toasts habituels. De nouvelles relations amicales s'établissaient entre la Fin-

lande et l'Union Soviétique. « Le froid qui s'était créé », déclara Khrouchtchev, « était la conséquence de la politique de Fagerholm et de son gouvernement. » Maintenant, le chef du gouvernement russe était disposé à faire entière confiance au réactionnaire Sukselainen. Sous la direction de ce dernier, de nouveaux rapports allaient surgir « qui pourraient servir d'exemple pour les rapports entre un pays socialiste et un pays non socialiste ». Evidemment, ajouta-t-il, il était nécessaire que la presse gardât la réserve que l'amitié avec l'Union Soviétique imposait.

Dans un discours prononcé à son retour, Kekkonen déclara que « la crise entre la Finlande et l'Union Soviétique avait été plus grave que nous ne l'avions cru ». Le Président lança également un avertissement sévère à la presse. Il y avait lieu d'être prudent si l'on voulait que les choses aillent bien...

De cette façon, donc, l'opinion finlandaise était informée que les socialistes ne devaient pas faire partie du gouvernement, et qu'il était interdit à la presse de critiquer les pressions exercées sur la politique intérieure de la Finlande, pressions réelles.

Si cela constitue, selon l'opinion de Khrouchtchev, un exemple des bonnes relations entre l'Union Soviétique et les pays voisins « libres », on comprend parfaitement quelles seront les conséquences d'un accroissement de la puissance économique et militaire de l'U.R.S.S. L'aggravation de la situation en Finlande ne peut être comprise qu'en relation avec l'offensive russe sur Berlin et sur l'Allemagne occidentale.

Evert ARVIDSSON.

Lettre d'Argentine

Austérité et répression

Vue un an après la fameuse journée électorale — le 23 février 1958 — qui fut saluée par la presse continentale et mondiale comme marquant la « récupération » démocratique du peuple argentin, la situation politique et sociale du pays, observée par quiconque n'est pas imprégné par les facteurs qui la déterminent, paraît paradoxale.

Voici un gouvernement élu sur la base d'un programme populiste, nationaliste, passablement démagogique — avec l'appui de péronistes, de communistes et autres éléments semblables — et qui se présente subitement comme le champion de la libre entreprise, qui appelle désespérément le grand capital mondial à venir investir des fonds dans le pays, qui lui accorde toutes garanties pour un pays qui souffre des conséquences d'une terrible inflation et de longues années de gestion bureaucratique et étatique.

Le voyage du président Frondizi aux Etats-Unis pendant la deuxième quinzaine de janvier symbolise le « grand tournant », le brusque virage.

D'un opportunisme total, et n'ayant en réalité d'autre principe que celui de se cramponner au pouvoir à tout prix, Frondizi se lança, après quelques mois d'hésitation, dans une politique qui s'appuyait, pour les problèmes économiques, sur le grand capital étranger, sur les éleveurs et les propriétaires terriens, sur le clergé et sur les forces armées. D'une part, pour obtenir l'appui de l'Eglise, ennemi toujours redoutable, il fit passer une loi pour l'organisation d'universités privées (catholiques), ce qui provoqua des protestations véhémentes chez les étudiants et les professeurs, défenseurs de la tradition laïque du pays. En ce qui concerne les militaires, il employa le moyen classique : il augmenta les soldes et les avantages.

Dès lors, assuré de compter sur l'aide des « forces vives » : capital étranger, bourgeoisie exportatrice, clergé et militaires, il pouvait défier le profond mécontentement populaire provoqué par sa politique, et rompre, en apparence du moins,

avec ses alliés électoraux : les communistes et les péronistes. Remarquons pourtant qu'en ce qui concerne les péronistes, les contacts et les négociations sont maintenus entre personnages gouvernementaux plus ou moins officieux et le « leader » réfugié en République dominicaine, bien que quelques péronistes soient emprisonnés et que Frondizi les ait lui-même accusés, il y a quelques semaines, de provoquer, en accord avec les communistes, des grèves subversives. Mais ce double ou triple jeu correspond parfaitement à l'amoralisme ambiant, et les positions gouvernementales peuvent changer d'un jour à l'autre pourvu qu'elles puissent lui permettre de contrôler la situation.

Ce qui est grave, ce n'est point tant les pirouettes et l'absence de morale, mais les conséquences terribles de la politique économique et sociale du gouvernement sur le niveau de vie de la population. Le début d'un « grand changement économique » caractérisé par l'orientation conservatrice et la « libre entreprise », fut précédé par une série de considérations déjà exprimées par le gouvernement provisoire (Aramburu) sur les conséquences néfastes de l'inflation, sur les inconvénients d'une production restreinte et d'une consommation excessive, sur la nécessité de renverser la tendance et d'augmenter la production tout en réduisant la consommation, sur la nécessité pour tous d'accepter des sacrifices afin de sortir le pays du marasme économique dans lequel il était plongé.

Tout cela fut dit et répété par les représentants des associations d'employeurs, par des économistes comme le docteur Prebisch, conseiller du gouvernement de Lonardi, puis de celui d'Aramburu, par les ministres de l'Economie du gouvernement provisoire, etc. Ces vues se retrouvèrent dans le fameux « Plan Prebisch » qui était un programme de déflation et de productivité accrue dont le coût devait nécessairement être payé par les salariés et certains secteurs des classes moyennes. Celui

qui présenta le plan de la façon la plus nette fut, sous le gouvernement Aramburu, le ministre Verrier, lequel, après avoir annoncé son programme de plus grande production et de privations accentuées pour la population, dut démissionner, balayé par une vague de protestations émanant de tous les courants ouvriers, protestations qui furent exploitées par le parti actuellement au pouvoir qui se présenta comme le fidèle porte-parole des intérêts populaires.

En réalité, la politique que Frondizi veut mener va beaucoup plus loin et est bien plus dure pour les besoins populaires que celle préconisée par ses prédécesseurs. Il n'est évidemment pas question, dans les considérations qui tentent de justifier cette politique, d'affamer le peuple ni de rechercher des contingents supplémentaires de produits agricoles exportables en imposant la sous-consommation, ni de réduire le pouvoir d'achat des salaires tout en augmentant le rendement. On parle plus habilement d'assainir l'économie nationale, de stimuler les investissements, de favoriser le développement des industries de base — comme la production de pétrole, l'installation d'usines chimiques, sidérurgiques, etc. Mais ce qui est sûr c'est que les premiers résultats des réformes monétaires et cambistes du gouvernement furent une brusque diminution du niveau de vie et la perspective d'un prochain hiver avec chômage et famine même pour les secteurs ouvriers qui bénéficiaient d'un certain bien-être (1).

L'application pratique des mesures gouvernementales fut annoncée le 29 décembre dernier. Pendant les semaines précédentes, les dépêches en provenance des Etats-Unis faisaient état de l'opinion des experts du Fonds Monétaire international, de l'Eximort Bank et d'autres institutions semblables sur ce que devrait faire le gouvernement argentin pour surmonter la crise économique. Parmi les mesures préconisées figuraient : la dévaluation de la monnaie, la suppression des types de change préférentiel, la suppression des subventions aux services publics et aux produits de consommation (viande et pain), la suppression des contrôles d'Etat et l'accroissement de la productivité. C'étaient les variantes d'un même thème, largement exposées déjà par les hommes politiques et les économistes de la droite capitaliste. Et de fait, le discours « historique » du président Frondizi, de même que la masse de décrets qui précéderent et suivirent le discours, et le fameux plan de stabilisation économique qui se trouvait au centre de cette manifestation oratoire, n'étaient que gloses, paraphrases et répétitions des idées exprimées par les experts.

Le résultat concret de tout cela fut une augmentation impressionnante et rapide du coût de la vie, sans que les salaires soient relevés en proportion. Le change officiel (18 pesos pour un dollar) ayant été supprimé pour l'importation des combustibles et des matières premières essentielles, ces produits doivent maintenant être importés au taux de change libre (66 à 70 pesos pour un dollar). La hausse fut automatique, atteignant et dépassant les nouveaux taux de change, et affecta tous les articles qui dépendaient des importations ou des transports. En même temps et au même rythme, les produits alimentaires d'origine locale, qui sont à la base des exportations, augmentaient eux aussi. On chercha, par exemple, à augmenter le solde exportable des viandes plus facilement vendables sur le marché mondial que le blé ou les autres céréales ; on découvrit que la consommation locale de la viande, s'ajoutant au gaspillage de certains bas morceaux, avait considérablement amoindri le stock argentin de bétail. Il fallait donc freiner la consommation locale et stimuler l'élevage. D'un jour à l'autre la viande augmenta de 200 pour cent et la hausse se poursuit, si bien qu'elle est devenue un produit de luxe dont les foyers ouvriers devront se priver. Comme il s'agit de la population la plus carnivore du monde, on comprendra ce que cela signifie pour l'alimentation populaire. Mais d'autres produits d'usage courant augmentèrent. De mai 1958 à mars 1959, le prix du pain a augmenté de 80 %, le lait de 70 %, l'huile d'olive de 120 %, etc. Voilà le libre

(1) La période d'hiver correspond, en Argentine, à la période d'été en Europe.

jeu de l'offre et de la demande et le prétendu encouragement à la production. De même, les transports ont augmenté considérablement ainsi que les tarifs du gaz et de l'électricité. Le gaz relève d'une entreprise nationale, alors que l'électricité est aux mains d'une société mixte avec participation de l'Etat et de la puissante C.A.D.E., filiale de la S.O.F.I.N.A. dont le siège est à Bruxelles. Cette dernière société fut à l'origine d'un des plus grands scandales politico-administratifs. Il éclata quand le contrat renouvelant les louages des services de la C.A.D.E. à la municipalité de Buenos-Aires, en 1936, avait été obtenu par l'achat des conseillers radicaux et conservateurs. Sous le gouvernement Aramburu, ce contrat fut frappé de nullité pour complot à l'opinion publique, mais Frondizi parvint à laver les péchés de l'entreprise, créa avec elle une nouvelle société mixte sous le nom de SEGBA (Service électrique du Grand Buenos-Aires) et l'autorisa à relever brutalement et fortement les tarifs, si bien que le courant électrique est lui aussi devenu un luxe dans les quartiers pauvres de la grande capitale. En ce moment, une intense campagne est menée dans les quartiers populaires et dans toutes les localités du grand Buenos-Aires, avec le mot d'ordre : « Ne payez pas la lumière ». Le directeur de l'entreprise a aussitôt fait savoir que le courant serait coupé si les notes n'étaient pas payées.

Les traits caractéristiques de cette évolution sont la brutalité et la sévérité des hausses. Au cours des derniers dix ou douze mois, les augmentations de salaires furent peu à peu absorbées par la hausse des prix. Mais il en restait une certaine souplesse, une certaine possibilité d'adaptation aux nouveaux prix. Sans doute dira-t-on que la conjoncture économique était plus favorable et qu'elle rendait cette évolution plus aisée. Quoi qu'il en soit, le gouvernement et les groupes dirigeants de l'économie font actuellement preuve d'un absolu mépris des conditions de vie de la population laborieuse. Et pendant ce temps les propriétaires terriens doublent et triplent leurs gains ; de nombreux importateurs qui avaient introduit de grandes quantités de matériel avant la réforme des changes, réalisent des bénéfices considérables.

Entre temps, le gouvernement a déclenché une campagne publicitaire ridicule, proclamant l'austérité pour une période de deux ans, l'associant à la « nationalisation administrative ». Ce dernier slogan concerne la réduction de l'énorme bureaucratie d'Etat et vise à diminuer les frais d'administration. Jusqu'à présent, cette campagne n'a abouti qu'à désigner un nouveau haut fonctionnaire avec son équipe correspondante, chargé d'étudier et de réaliser cette fameuse rationalisation. Il est probable que quelques milliers d'employés mal vus par le gouvernement seront renvoyés et remplacés par d'autres.

La situation de la classe laborieuse est précaire et ses perspectives sont incertaines. D'une part elle souffre de la brusque chute du pouvoir d'achat des salaires et ne peut imposer un relèvement de ceux-ci qui atténuerait les conséquences de la vie chère. D'autre part, elle est victime de la réaction gouvernementale, du désarroi et de la politocaille intérieure, et d'une véritable atomisation syndicale.

La réaction gouvernementale s'efforce évidemment d'en finir avec les poussées grévistes et de créer un climat de « tranquillité » propice aux investissements de capitaux étrangers. En même temps, les autorités se proposent de faire contrôler les syndicats par des personnages plus ou moins en main. La première offensive fut menée par les cheminots en décembre dernier. Le bureau de l'Union ferroviaire avait été l'objet d'une tentative d'évincement de la part d'un groupe péroniste soutenu directement par le ministre du Travail d'alors : il intervint au sein de l'organisation et reconnut officiellement la représentativité de ce groupe scissionniste. La réponse de la corporation fut immédiate : une grève générale éclata et le gouvernement dut faire marche arrière rendant l'organisation à l'ancien bureau. A la mi-décembre, le gouvernement tenta de prendre sa revanche, usant de méthodes répressives plus dures qui sont encore appliquées.

L'opération se déroula comme suit : les travailleurs avaient conclu un accord avec l'entreprise gouvernementale qui administre les chemins de fer, suivant lequel des augmentations étaient accordées avec effet rétroactif sur plusieurs mois. L'organisation syndicale exigea que les arriérés fussent payés en une seule fois, tenant compte de la rapide dévalorisation de la monnaie. Le gouvernement s'y opposa, offrant de payer des tranches bi-mensuelles. Des grèves éclatèrent alors sans être statutairement déclarées. Alors que le bureau syndical négociait un arrangement avec la Régie, le gouvernement frappa : il mobilisa les cheminots, « intervint » dans l'organisation ouvrière et interdit toute activité syndicale. C'est alors que la commission exécutive de l'Union ferroviaire déclara la grève générale ; pendant plusieurs jours de nombreuses lignes furent paralysées, mais, finalement, le mouvement fut brisé. Des centaines de cheminots furent arrêtés et, présentés à l'autorité militaire, condamnés à des peines allant de 30 jours à 30 mois de prison. Actuellement encore, alors que la grève est finie depuis longtemps, la profession est mobilisée, un grand nombre de militants sont en fuite avec un mandat d'arrêt lancé contre eux et tout indique que le gouvernement — sous l'influence, dit-on, des ministres appartenant à l'armée — est décidé à maintenir cet état de choses pour un temps indéfini. Ce qui signifie par exemple que toute infraction dans le travail est considérée comme une atteinte à la discipline militaire à laquelle sont soumis les cheminots.

Plus tard, à la mi-janvier, coïncidant avec le voyage de Frondizi aux Etats-Unis, une autre explosion gréviste fut elle aussi réprimée avec rigueur. L'incident qui déclencha le mouvement se produisit au frigorifique national Lissandro de la Torre, situé dans un faubourg de la capitale. Le gouvernement avait fait approuver une loi qui autorisait le transfert de cette entreprise nationalisée à des intérêts privés. Les ouvriers de l'établissement réagirent en occupant l'usine, tout en s'efforçant de négocier pour empêcher que la loi fût appliquée. Le gouvernement groupa une petite armée, ordonna aux ouvriers d'évacuer les lieux et, devant leur refus, le commandant des forces armées fit avancer des blindés qui enfoncèrent le portail et forcèrent l'entrée du frigorifique. Les ouvriers qui se trouvaient à l'intérieur furent délogés et arrêtés.

L'opération, qui avait toutes les apparences d'une provocation, entraîna une réaction immédiate de tous les courants ouvriers. C'était l'époque où l'indignation provoquée par la hausse brutale du coût de la vie était grande. Des mots d'ordre de grève furent lancés simultanément par les « 62 », les « 32 », les « 19 » et par la F.O.R.A. Le mouvement fut unanime, prenant un caractère de protestation populaire plus que celui d'une action syndicale. Le gouvernement répondit en généralisant les ordres de mobilisation et de réquisition notamment pour les ouvriers et employés des entreprises pétrolières et les transports de Buenos-Aires.

Ces jours derniers, les conventions paritaires de quelques professions ont été mises en discussion. Dans la plupart des cas, les employeurs offrent des augmentations de 40 à 50 pour cent, ce qui est quand même insignifiant par rapport au coût réel de la vie. En ce qui concerne la situation syndicale, la confusion est extrême : il y a le groupe des « 62 », lui-même divisé en fractions relevant des divers dirigeants péronistes ; le groupe des « 32 » de tendance démocratique, duquel certains syndicats se sont éloignés pour mener une action strictement corporative ; le groupe des « ex-19 », c'est-à-dire des communistes, qui s'intitule à présent « Mouvement d'unité » et qui ne trompe personne. Au total, le panorama n'a rien de réjouissant bien qu'il y ait un noyau de militants, réduit mais actif, qui font tout leur possible pour maintenir un courant syndical digne, libre des influences corruptrices de toutes origines.

Il faut enfin signaler que l'état de siège est appliqué de façon préventive pour éviter les explosions d'indignation populaire du genre de celles qui éclatèrent en mai dernier. Les communistes et les péronistes qui furent arrêtés à cette époque sont peu à peu relâchés. Il n'en va pas de même

pour les ouvriers des chemins de fer condamnés par les Conseils de guerre pour avoir enfreint les décrets de mobilisation. Ces cheminots devront purger leur peine, même si un jour l'ordre de mobilisation est levé. Ainsi en ont décidé les autorités militaires et ainsi en sera-t-il — pas de pardon — pour que les travailleurs apprennent à respecter la légalité démocratique.

Jacobo PRINCE.

(Buenos-Aires, 11 mars 1959.)

Les frigorifiques uruguayens occupés par les ouvriers

Le 9 octobre, dans l'après-midi, après un lock-out patronal de vingt-quatre heures répondant à des grèves tournantes, les contrôleurs des chaînes — éléments « jaunes » placés par la direction pour remplacer les contrôleurs syndiqués — tentèrent de faire fonctionner les machines qu'abandonnaient les ouvriers pour continuer la tactique des arrêts de travail partiels et limités.

Cela se passait à la F.U.N.S.A., importante entreprise de viande en conserve, propriété de Pedro Saenz, un patron de combat qui s'est toujours efforcé de briser le syndicat.

La grève fut immédiate. Le syndicat (Federacion Autonoma de la Carne) décida l'occupation des usines et la poursuite du travail sous son contrôle. Le 24 octobre, un accord était signé entre représentants syndicaux et délégués de la direction. Les revendications ouvrières étaient acceptées.

Voici, d'après le journal *Lucha Libertaria* de Montevideo, l'opinion-type d'un ouvrier du frigorifique pendant la grève :

« Question. — Quelles furent les raisons qui déterminèrent le conflit et, par la suite, l'occupation de la fabrique ?

« Réponse. — Sans doute aucun, ce fut la campagne menée par la compagnie pour détruire l'organisation syndicale. Tous les moyens furent employés, depuis la collecte de signatures pour montrer la fidélité à la direction, la demande de signer des textes de méfiance envers le syndicat, l'utilisation de mouchards dans les assemblées. La conséquence fut que le syndicat expulsa les légitimes propriétaires suivant la loi bourgeoise, occupa l'entreprise et la mit en marche sous gestion syndicale.

« Q. — Comment ont réagi les autres organisations ?

« R. — L'aide de la Fédération Universitaire a été importante. Les étudiants se trouvèrent à nos côtés en tous moments, moralement et économiquement. Toutes les organisations syndicales se sont mobilisées pour nous ravitailler en vivres et financièrement.

« Q. — Quelles sont les possibilités de solution ?

« R. — Bien des solutions transitoires peuvent se présenter. Au point où en sont les esprits ouvriers à la FUNSA, les solutions d'attente ne seront pas acceptées comme une réponse suffisante, bien que nous ne ferons rien pour les repousser. Notre objectif est de faire fonctionner la FUNSA sous forme de coopérative ouvrière.

« Q. — A quoi se doit le désir des ouvriers de faire fonctionner l'entreprise sous leur propre contrôle ?

« R. — Au fait que nous voulons être libres. Nous pensons que nous sommes les seuls producteurs et qu'il n'y a aucune raison pour qu'existent un exploitateur et ses servants. Ce qui compte dans la production, c'est le travail des ouvriers, des techniciens industriels et administratifs. La présence du capitaliste n'apporte rien, sinon l'exploitation et un facteur de perturbation sociale permanent. »

Au cours des derniers jours de la session parlementaire, des dispositions législatives ont été votées qui rendaient possible le rachat des entreprises (Swift et Artigas) ayant fermé leurs portes. Le texte de la loi dit que ces entreprises (conserves de viande) seront transférées aux ouvriers et employés qui y travaillaient ou « à une société que ceux-ci constitueront ».

JEUNESSE DU SOCIALISME LIBERTAIRE

par DANIEL GUÉRIN

Guérin a une très grande qualité : il écrit clairement. En un temps où presque chacun s'évertue à emberlificoter sa pensée (quand il en a une) ou à cacher sous l'obscurité de la phrase l'absence de pensée, c'est vraiment respirer une bouffée d'air pur que de lire un exposé clair et direct, surtout quand cet exposé a pour objet de présenter, comme c'est le cas du livre de Guérin, l'un des conflits fondamentaux des temps modernes, celui qui oppose, depuis plus d'un siècle, les deux branches du socialisme et du mouvement ouvrier : le socialisme autoritaire et le socialisme libertaire.

Conflit qui, dans le domaine de la discussion théorique, atteint déjà son point culminant au milieu du siècle dernier, avec, d'un côté, Blanqui et, si l'on veut, Marx, et, de l'autre, Proudhon et Bakounine — et qui, dans le domaine de la pratique, dans le domaine de la réalisation de la Révolution, n'a fait que s'accroître, à travers la Commune de Paris, la Révolution russe, la Révolution espagnole.

C'est donc ce conflit, le conflit entre le « socialisme par en haut » et le « socialisme par en bas » que Guérin présente au cours de plusieurs essais écrits en des occasions diverses, qui permettent par là d'envisager ce même problème sous des angles différents, et qu'il a rassemblés dans « Jeunesse du socialisme libertaire ».

Pour Guérin — et je pense qu'à tout à fait raison — le conflit, bien qu'encore larvé, se manifeste dès la Révolution française : l'opposition des sans-culottes aux robespierristes, celle de la Commune de 93 au Comité de salut public, en furent les principales manifestations. C'est à la défense de cette vue historique qu'est consacrée la majeure partie du livre, mais d'autres chapitres, notamment celui intitulé « Lénine ou le socialisme par en haut » montrent, avec une abondance de citations remarquablement choisies, l'antagonisme total qu'il y a entre les conceptions des tenants des deux socialismes. D'une part, la conception aristocratique et dominante des socialistes autoritaires qui estiment que le socialisme ne pourra être réalisé que sous la direction et les ordres d'un petit groupe d'intellectuels « conscients » qui ne doivent pas hésiter à faire de la dictature du prolétariat une dictature sur le prolétariat (ainsi que le dit expressément une brochure du groupe de l'Oural du parti bolchevik parue avant la Révolution, qui ne fut pas désavouée par Lénine) — et, d'autre part, les éléments libertaires pour qui une révolution qui cesserait d'être l'émanation directe des masses agissant librement et spontanément, cesserait par là même d'être la révolution.

A noter, et cela va peut-être faire rugir ceux de nos camarades qui entrent en transes au seul nom de Marx, que Guérin se refuse à mettre Marx et Engels dans le camp des autoritaires. Marx et Engels se situent, en réalité, entre les deux pôles, et s'éloignèrent de plus en plus, au cours de leur vie, du pôle autoritaire pour se rapprocher du pôle libertaire. La conception du rôle de l'Etat, par exemple, qui est exposée dans le manifeste sur la Commune de Paris n'a rien à voir avec celle indiquée au cours du Manifeste Communiste écrit vingt-cinq ans plus tôt.

Pour terminer, je ferai à Guérin une légère critique qui aboutira à un souhait.

Il est certainement très intéressant de voir les deux socialismes s'opposer dans les écrits des uns et des autres, mais il est d'un intérêt bien plus considérable de les voir s'opposer dans les faits. Car, depuis le temps des polémiques de Marx et

de Proudhon, ce n'est pas seulement dans les écrits mais dans l'action même que se sont opposés à maintes reprises les deux socialismes, et comment ! De la manière la plus tragique, au cours d'au moins quatre révolutions.

Ils se sont heurtés avec une violence verbale rare au sein de l'assemblée de la Commune de 71, au cours des débats entre les blanquistes de la « majorité » et les internationaux de la « minorité », et si les partisans de l'institution d'un Comité de salut public muni de pleins pouvoirs et ceux du maintien coûte que coûte, même sous le feu de l'ennemi, de toutes les libertés et de toutes les garanties individuelles, n'en sont pas venus finalement aux mains, ce n'est que parce que les Versaillais ne leur en ont pas laissé le temps.

Durant la révolution russe de 1917, le heurt des deux conceptions de la Révolution, avec, d'un côté, Makhno, les Cronstadiens, et de l'autre les bolcheviks, est la grande tragédie dont l'issue : l'écrasement du socialisme libertaire par le socialisme autoritaire, a déterminé et détermine encore tout le cours pris depuis par les événements de Russie.

En 1918, au cours des luttes armées qui se succédèrent en Allemagne durant une demi-décennie après la révolution du 9 novembre et dont l'issue fixa le destin de tout le prolétariat occidental jusqu'à aujourd'hui, c'est encore la même bataille entre le socialisme par en haut, se présentant sous son aspect le plus hideux, celui du réformisme autoritaire (Noske et la social-démocratie) et le socialisme par en bas de la République des Conseils et de Rosa Luxembourg.

Enfin, le plus récent cas, mais non le moindre, c'est la révolution espagnole de 1936 et les deux ans et demi de guerre civile qui suivirent, deux ans et demi pendant lesquels une lutte quotidienne, âpre, violente, se manifestant sous toutes les formes, y compris l'assassinat et la bataille ouverte, mit aux prises, sous leurs formes les plus typiques, le socialisme autoritaire des bolcheviks importés et le socialisme libertaire de la Fédération anarchiste ibérique.

Après de ces faits, de ces conflits dans le réel, les polémiques théoriques qui les ont précédés ou même accompagnés, si intéressantes qu'elles soient, perdent de leur importance.

C'est pourquoi il faut espérer que Guérin, qui a si bien campé l'essentiel des deux Idées qui s'opposent, nous donnera un jour le récit et l'analyse des batailles, des batailles « à bras nus » que se sont livrés aux quatre coins de l'Europe, depuis les débuts de la première Internationale jusqu'à hier, les tenants des deux conceptions.

Un dernier mot. Guérin est magnifiquement optimiste sur l'issue de cette bataille séculaire. Son titre : Jeunesse du socialisme libertaire montre assez que, pour lui, c'est à ce dernier qu'appartient l'avenir ; ce qu'il confirme en traitant ailleurs le socialisme autoritaire de « vieille lune ».

De toute la force de mon âme, je voudrais partager cet optimisme. Croire à la victoire de ce pour quoi nous avons vécu. Mais il faut bien constater que les lunes qui brillent actuellement, et d'un éclat toujours plus vif, sont celles du socialisme autoritaire, alors qu'a disparu presque totalement le socialisme libertaire.

Il est vrai que la nouvelle lune jouit de cette particularité d'exister bien qu'elle ne se voit pas ! Faisons donc confiance à Guérin. Comptons qu'elle se lèvera un jour !

R. L.

GRANDEUR !

En 1958, le président Coty avait une dotation de 80.500.000 francs par an.

Pour 1959, M. de Gaulle s'est alloué une dotation de 181.200.000 francs.

Cent millions de plus !

125 % d'augmentation d'un seul coup !

Si, après cela, les grenouilles ne sont pas contentes !

LA SEMAINE SAINTE ou le retour de l'enfant prodigue

Professionnellement, je lis des livres plus mal écrits que celui de M. Louis Aragon. Néanmoins, si dans *Les Beaux Quartiers* le style était touffu, il était nerveux; par contre dans *La Semaine Sainte*, il est toujours encore touffu, mais nonchalant. M. Aragon est en perte de vitesse; il écrit à présent comme parlerait un salonard d'Auteuil.

Les vieux messieurs, qui habitent les beaux quartiers, trouveront cela très bien. De plus, ils trouveront dans ce livre, véritable Gotha de l'ancienne noblesse et de la noblesse d'Empire, des renseignements précieux, non seulement sur l'unité que commandait leur grand-père en 1815, alors que le Corse marchait sur Paris et que Louis XVIII fichait le camp, mais encore sur l'uniforme que portait l'aïeul, si ses parements étaient rouges ou bleus et s'il portait une culotte qui lui serrait les fesses. Un véritable musée Carnavalet!

Ces longues descriptions minutieuses de soldards dorés sur tranche, ce luxe de détails vestimentaires, produirait un effet féminin, si par ailleurs l'auteur n'avait pas fait une aussi large place aux chevaux. Evidemment, le peintre Gérault, qui évolue parmi cette soldatesque, les peignait avec amour; mais pour l'auteur, on se demande s'il ne souffre pas d'un complexe de frustration, ayant été en droit d'espérer, enfant de caracolier un jour, bel officier, sur le front des troupes... à la parade!

Malgré ce laborieux étalage d'érudition militaire, et malgré un effort de reconstitution du Paris d'alors, ce livre ne peut prétendre être une fresque historique. Il y manque des vues originales sur l'histoire des Cent-Jours et aussi, et surtout, des perspectives débouchant sur notre époque, comme on était en droit d'en espérer d'un soi-disant disciple du matérialisme historique.

Pas plus, d'ailleurs, peut-on parler d'un roman historique. L'intrigue romanesque en est trop mince. L'histoire de cet officier artiste, qui ne sait s'il doit suivre son roi ou passer de l'autre côté, qui hésite, non pour des considérations politiques, mais par pitié et surtout par veulerie, fournirait tout juste la matière d'une nouvelle; elle a été étirée et gonflée jusqu'à en faire un gros volume; cela s'est évidemment fait au détriment de l'action qui languit.

Aussi l'intérêt réel de ce livre réside-t-il dans le fait qu'il a été écrit par M. Louis Aragon, grand censeur littéraire, depuis trente ans, d'un parti qui se prétend encore prolétarien, l'homme chargé par le congrès de Kharkov de promouvoir en France une véritable culture prolétarienne. Or, visiblement, ce fils de bonne famille, devenu surréaliste lors de sa crise de formation, pour se laisser ensuite embarquer sur cette galère du Réalisme socialiste, pour lequel il manquait décidément de carrure, y exprime, inconsciemment peut-être, sa nostalgie d'un retour auprès des siens. C'est le drame de plus d'un jeune bourgeois, égaré au cours d'un moment de révolte sincère, ou d'ambition impatiente, parmi les staliniens. Seuls ceux venus pour servir d'une façon désintéressée y trouvèrent finalement leur compte.

Arrivé là de mes réflexions, j'avais déchiré mes notes de lecture. A quoi bon accabler un homme désemparé qui cherche à trouver un nouvel équilibre, en dehors de nos préoccupations!

Le P.C., avais-je entendu dire, avait d'abord voulu condamner ce livre. Toutefois, rendu prudent par la désaffection de nombre d'intellectuels qui avaient

été écœurés par le massacre d'ouvriers à Budapest, le Parti préféra couvrir M. Aragon de fleurs. Ainsi, le bénéfice moral d'un succès littéraire rejaillissait sur lui. Tant pis si le livre n'était guère dans la « ligne ». Tant pis aussi pour les victimes du grand censeur qui, eux, n'avaient pas eu cette chance.

Or, voici qu'arrive le pavé de M. François Mauriac qui, dans *l'Express* du 26 février 1959, écrit :

Sur l'effondrement de la gauche, tout a été dit. Mais qu'on est discret à droite sur la déconfiture communiste! C'était pourtant une belle occasion de se congratuler. Car enfin le Parti Communiste est le seul chez nous qui soit ouvertement révolutionnaire, le seul que la conjoncture n'aurait pas dû surprendre et dont on aurait pu croire qu'il était en mesure d'opposer tueur à tueur. La gauche socialiste ou radicale, on savait que la mitraille n'était pas son fort. Mais l'homme au couteau entre les dents, qu'attendait-il pour se manifester enfin? On a été bien discret à droite sur cet incroyable dégonflement. C'est que l'épouvantail communiste devenu, au vu et au su de toute la France, un perchoir à moineaux, ne pourra plus servir de quelque temps.

J'ai pris conscience de ce renversement l'autre jeudi, à l'Académie, où l'un de mes confrères — et qui siège du côté droit de notre compagnie — cherchant avec moi des écrivains dont nous pourrions solliciter la candidature, a prononcé tout à coup (et le plus sérieusement du monde) ce nom : Aragon. Moi que rien n'étonne plus, la stupeur m'a changé en statue de sel. Je ne voudrais surtout pas donner à Aragon de fausses espérances. Mais peut-être recueillerait-il aujourd'hui chez nous plus de voix que M^e Biaggi qui a pourtant, si nous en croyons MM. Bromberger, des côtés bucoliques dans sa nature, et qui récite volontiers du Virgile au dessert, les soirs de bataille.

Nous n'avons pas l'intention de rechercher ici si c'est par inconscience, ignorance politique ou, au contraire, par calcul politique que M. François Mauriac représente le P.C. — qui a gardé intacts ses cadres et son « service illégal » — comme un perchoir à moineaux!

Mais cette candidature de Louis Aragon à l'Académie française, posée ainsi par les bourgeois eux-mêmes, je trouve cela à-s'tap!

C'est tout à fait dans l'ordre des choses, et ce serait bien la meilleure solution pour tout le monde!

Maurice LIME.

RECTIFICATION

Dans l'article de Dommanget sur Louise Michel, paru dans notre dernier numéro, il y a lieu de rectifier André Laurée en **André Laurie** et Les Grands travaux et les grands remèdes de Jules Rengade en **Les Grands maux et les grands remèdes**.

LA DEUXIEME EDITION

de la brochure de Roger HAGNAUER

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

préface de Pierre MONATTE

VIENT DE SORTIR

Passez vos commandes à Robert MARCHETI,
1, rue Dulaure, Paris (20^e), C.C.P. Paris 7473-08.

100 francs l'exemplaire

1.000 francs le colis de 12 exemplaires franco

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 2 MARS. — Réunion à Paris du conseil exécutif de la Communauté.

Grève des frontaliers belges.

Ouverture à Tunis du congrès du Néo-Destour.

MERCREDI 4. — Rencontre à Marly du chancelier Adenauer et du Président de Gaulle.

A La Paz (Bolivie), nouvelle manifestation contre les Etats-Unis.

JEUDI 5. — Accords entre les Etats-Unis, la Turquie, l'Iran et le Pakistan signés à Ankara.

SAMEDI 7. — Transfert de Ben Bella et de ses co-inculpés à l'île d'Aix.

Willy Brandt, maire de Berlin-Ouest, se prononce contre la paix séparée entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Est.

DIMANCHE 8. — Elections municipales en France : nette reprise communiste.

En Irak, soulèvement militaire contre le gouvernement Kassem soutenu par les communistes.

La Chambre iranienne approuve les accords avec l'Amérique.

Elections législatives en Argentine.

LUNDI 9. — La Ligue de l'Enseignement prête à la lutte contre l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre.

A Berlin, visite de M. Ollenhauer, leader social-démocrate, à M. Khrouchtchev.

MARDI 10. — M. Mac Millan, Premier anglais, rencontre à Paris le général de Gaulle.

Congrès du parti unifié polonais (communiste). Défaite de la rébellion militaire en Irak.

MERCREDI 11. — Limitation obligatoire des importations de pétrole aux Etats-Unis.

JEUDI 12. — Violentes polémiques entre le gouvernement Nasser et le gouvernement irakien.

Succès F.O. et C.F.T.C. aux élections professionnelles dans les P.T.T.

VENDREDI 13. — Hawaï devient le 50^e Etat des Etats-Unis.

SAMEDI 14. — Le gouvernement décide de placer les forces navales françaises de Méditerranée sous commandement français.

Le président du Soviet de Moscou est réélu de ses fonctions.

DIMANCHE 15. — Deuxième tour des élections municipales.

LUNDI 16. — Semaine revendicative organisée par la C.F.T.C. appuyée par la C.G.T.

Aggravation de la tension entre l'Irak et la République arabe unie.

MARDI 17. — Acceptation par le Président Eisenhower d'une conférence au sommet.

Attaques de M. Khrouchtchev contre le Président Nasser.

MERCREDI 18. — Comité consultatif de la C.E.C.A. hostile au contingentement de la production de charbon.

Un meeting de la Ligue des Droits de l'Homme contre les tortures en Algérie est interdit.

Conférence économique mondiale à Genève de la Confédération internationale des syndicats libres.

JEUDI 19. — Protestation de la Fédération de l'Education Nationale contre les sanctions frappant les cinq enseignants français du Maroc signataires de l'adresse des 481.

VENDREDI 20. — Le gouvernement soviétique accepte de participer à la conférence des ministres des Affaires étrangères du 11 mai.

Grève des taxis parisiens. Grève à la Radio-Télévision.

SAMEDI 21. — Insurrection au Tibet contre la Chine communiste.

DIMANCHE 22. — M. Michel Debré se rend en Algérie.

LUNDI 23. — Congrès du syndicat autonome de l'Enseignement secondaire à Dijon.

Vague de grèves en Flandre (Belgique). Epuration du parti socialiste unifié (communiste d'Allemagne de l'Est).

MARDI 24. — Grève des autobus parisiens.

Les chefs religieux d'Egypte proclament la guerre sainte contre le communisme.

MERCREDI 25. — Conférence de presse du Président de Gaulle.

L'Irak se retire du pacte de Bagdad.

MERCREDI 26. — Conseil national du Syndicat des instituteurs à Avignon.

SAMEDI 27. — Protestations de nombreux groupes d'Européens d'Algérie contre les déclarations du président de Gaulle.

La Fédération socialiste autonome d'Algérie décide de ne pas participer aux élections.

LUNDI 30. — Cyclône et inondations catastrophiques à Madagascar.

Mort en combat d'Amirouche, chef rebelle de Kabylie.

MARDI 31. — Manifestations antichinoises dans l'Inde.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1959

RECETTES

Abonnements ordinaires	76.080	
Abonnements de soutien	86.618	
		162.698
Souscription		3.200
Vente « R.P. »		900
Vente des livres et brochures		3.290
Sommes recues pour l'ouvrage de Rosmer ..		4.500
Divers		500
Total des recettes		175.088
En caisse à fin février		98.588
		273.676

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » de mars 1959) ..	108.088	
Frais d'expédition	9.369	
Frais généraux	10.500	
Téléphone	4.825	
Divers	5.900	
Total des dépenses		138.682
En caisse à fin mars :		
Espèces	17.832	
Chèques postaux	117.162	
		134.994
		273.676

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Léon Ancely (Seine), 2.000 ; Claude André (Seine), 2.000 ; Roger Aurioi (Haute-Garonne), 2.000 ; Marcel Bayard (Seine-et-Oise), 2.000 ; Paul Boissel (Ardèche), 2.000 ; J. Boyer (Loire), 2.000 ; Mme Denise Caminade (Seine), 2.000 ; Laurent Centene (Pyrénées-Orientales), 2.000 ; Mlle Colette Chambelland (Paris), 3.000 ; Mlle H. Christophe (Paris), 2.000 ; G. Claveyrolas (Loire), 2.000 ; Emile Dambourgès (Gironde), 2.500 ; Kenneth Dauty (Etats-Unis), 7.236 ; Raymond Dubois (Seine), 4.000 ; Mme et M. François (Allier), 2.800 ; Erich Gerlach (Allemagne), 3.282 ; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 2.000 ; Yves Hebert (Gironde), 2.000 ; G. Hubert (Charente), 2.000 ; Antoine Kirsch (Seine), 2.000 ; Marcel Lancia (Jura), 2.000 ; Georges Lecler (Seine), 2.000 ; Maurice Leprix (Seine), 2.000 ; Louis Martinollet (Aude), 2.000 ; Lucien Marzet (Seine), 2.500 ; René Michaud (Paris), 2.000 ; Mlle C. Organdé (Rhône), 2.000 ; Henri Ploquin (Seine), 2.000 ; C. Rozet (Loire), 2.300 ; Louis Simon (Seine), 3.000 ; Paul Sirieix (Rhône), 2.500 ; L. Taragnat (Seine), 2.000 ; Van Heusel (Belgique), 5.000 ; Jean Vautard (Sarre), 2.500 ; Charles Woerler (Fédération graphique internationale) (Suisse), 2.000. — Total : 86.618 francs.

LA SOUSCRIPTION

Marcel Béty (Tunisie), 200 ; Antoine Borie (Gironde), 200 ; Maurice Dommanget (Oise), 300 ; Robert Grimm (Moselle), 1.500 ; Julien Lèbre (Ardèche), 300 ; Jean Prugnot (Seine), 500 ; René Vigne (Lot), 200. — Total : 3.200 francs.

LA CHINE REVIENT AU PREMIER PLAN DE L'ACTUALITÉ.

Connaissez son histoire

Lisez :

LA CHINE

SES TROIS MILLENAIRES D'HISTOIRE

SES CINQUANTE ANS DE REVOLUTION

par **R. LOUZON**

Prix : 400 francs franco.

Troisième brochure de l'Union des Syndicalistes :

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

Par la voix de **Pierre DICHAMP**

les gars du bâtiment parlent
de la construction et du logement.

Adressez vos commandes à

MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris-20^e. — C.C.P. Paris 7473-08

L'exemplaire 100 francs. — Par colis de 20 ex. : 1.200 francs

Réclamez à la "Révolution Proletarienne"

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par **Pierre MONATTE**

(Publié par les **Editions ouvrières**)

AU SOMMAIRE : De 1946 à 1957. — Où va la C.G.T. ? — Un secrétaire confédéral parle. — Destin du syndicalisme. — Notre presse syndicale. — L'unité ouvrière au congrès de Montpellier. — Souvenirs sur le congrès d'Amiens. — La scission syndicale de 1921. — Les grèves Molotov de 1947 et 1948 et les scissions syndicales nationales et internationale. — Amis de quarante ans.

L'EXEMPLAIRE : 690 FRANCS